

	1 an	6 mois	3 mois
En ville, par la poste . . . . .	\$9.00	\$4.75	\$2.50
Canada (hors de Montréal), Royaume-Uni, France et Espagne . . . . .	\$6.00	\$3.25	\$1.75
Etats-Unis et Amérique du Sud Autres pays . . . . .	\$6.50	\$3.50	\$1.85
	\$8.00	\$4.25	\$2.25

L'abonnement est payable d'avance par mandat-  
poste ou chèque affranchi, accepté et payable au  
pair à Montréal.

## Si on respirait un peu?

On écrivait dernièrement de Belgrade (où l'ancien consul de France à Montréal, M. Naggiar, représente maintenant son pays comme ministre) au TEMPS de Paris:

A l'occasion de la discussion du projet de loi portant ratification du pacte d'amitié, d'arbitrage et de non-agression turco-yougoslave, le ministre des affaires étrangères, M. Yeitch, a relevé la signification du pacte. Il a souligné que ce dernier stipulait que les deux parties contractantes s'engagent à ne pas recourir à la guerre comme moyen de politique nationale, et condamnent toute agression ou participation à une tentative d'agression quelle qu'elle soit. La Yougoslavie a des raisons spéciales pour réaliser une collaboration avec la Turquie et rechercher tous les éléments nécessaires pour l'avenir sans lesquels il est impossible de poursuivre une politique de coopération en vue de l'organisation de la paix.

Dépourvée des précautions oratoires et traduite en « clair », cette note veut dire que la Yougoslavie, à qui l'Italie a voué une haine mortelle pour avoir — oh! bien timidement — contrecarré ses vues sur l'Adriatique, et la Turquie qui se sent menacée par les visées de Mussolini sur l'Asie, se sont unies pour se protéger contre l'éventualité d'une agression italienne. La presse n'a peut-être pas assez commenté cet événement, d'autant plus significatif que la Serbie (élément principal de la Yougoslavie actuelle) était il y a vingt-deux ans en guerre contre la Turquie, qu'elle contribua puissamment à évincer d'Europe.

Il y avait depuis 1919 en Europe deux puissances dangereuses parce que toutes deux mécontentes de leur sort, fortement armées et, par nature, peu respectueuses des traités: l'Allemagne et l'Italie. A l'heure actuelle l'Italie ne peut logiquement s'allier avec l'Allemagne sans s'exposer à de durs lendemains, ni attaquer sa voisine la Yougoslavie sans s'attirer l'hostilité de la France d'un côté, de la Turquie de l'autre. Et quant à l'Allemagne, il y a des chances (non ne disons pas une certitude) qu'elle soit immobilisée pendant longtemps par ses querelles intestines de gangsters et de pédérastes. Décidément, si le reste du monde veut y mettre un peu de bon sens et de bonne volonté, il pourra bientôt respirer.

Olivar ASSELIN

## L'assassinat de Dollfuss et la mort de Coty

Cela devait arriver, après la sanglante bacchanale de Berlin, organisée d'ordre d'Hitler et expliquée au monde, avec la terrible impudeur d'un peuple d'invertis, comme une mesure d'assainissement politique. La lie remonte à la surface et entraîne, couché sur le dos, une balle dans la poitrine, le vaillant petit homme qui, ayant attaché à la bestialité nazie une Autriche énervée par le traité de Saint-Germain, lui avait retrouvé une place dans les affaires d'Europe. Il venait d'organiser sur le patron corporatif et chrétien l'économie anarchique de son pays; mais il travaillait depuis deux ans contre une minorité fortement germanisée et gagnée à l'Anschluss. De prime abord, il semble impossible que deux cents hommes, même déguisés, aient pu pénétrer sans encombre jusqu'au chancelier sans avoir des intelligences chez les plantons du Palais ou les officiers de la milice fasciste, d'ailleurs dévouée au gouvernement. Et, farce tragique, tandis que Dollfuss gisait dans son cabinet de travail et que les nazis occupaient la Chancellerie, un détachement de la Heimwehr et quelques membres du gouvernement, flanqués d'une foule de badauds, parlementaient avec les assassins. Quant à la responsabilité tout au moins indirecte du IIIe Reich dans cette nouvelle infamie, elle semble prouvée par l'intervention du ministre d'Allemagne (son rappel immédiat est parfaitement cynique) en faveur des conjurés. Hitler veut d'ailleurs à toute force un Anschluss qui permettrait à la population allemande du Sud de se déverser en Autriche. Or, jusqu'à hier, Dollfuss constituait le principal obstacle à cette an-  
nexion déguisée, l'obstacle renversé, la

frontière autrichienne s'ouvre à la fange de l'immoralité et de l'avidité nazies. C'est le feu dans la plus formidable poudrière de l'Europe.

Dans le même temps qu'elles relatent ces événements tragiques, les dépêches nous apprennent en quelques lignes la mort, à 61 ans, de François Coty, ci-devant directeur du FIGARO(1) et de l'AMI DU PEUPLE, où il avait lancé ce que Léon Daudet appela le mouvement de Solidarité française. Ce Corse nationalisé Français, flanqué de son nègre Urbain Gohier, avait réussi à discréditer le FIGARO après l'avoir momentanément sauvé de la débâcle en 1922. Il se croyait l'âme d'un grand homme d'Etat, taillé en force, avec en dedans la flamme d'un Bonaparte. Pour remuer les masses, il fonda en 1927 l'AMI DU PEUPLE, réplique populaire du FIGARO, et y engloba une partie de sa fortune. Sous la pression des cinq grands quotidiens de Paris, la maison Hachette refusa de distribuer la presse Coty. Celui-ci se fâcha et, au coût de cinq cents millions, organisa ses propres messageries, subventionna un hebdomadaire satirique et plusieurs feuilletons bonapartistes où il eut la consolation de se voir loué. Peu à peu ses entreprises craquèrent. Hier encore, il ne lui restait plus guère que l'AMI du soir où lancer ses foudres vengeresses contre son ingrat protégé, le comte Beauport, qui l'avait mis à la porte du FIGARO après y être entré lui-même à quatre pattes et la main tendue. Curieux compromis entre l'affairiste et le philanthrope, Coty voyait de loin la scène politique, comme Jean-Léon Figues voyait Paris, c'est-à-dire avec un ardent désir d'y briller. Mais il eut le malheur de se croire de fortes parties de polémiste, et il sortit de sa lutte contre les nationalistes dans l'attitude d'un dictateur d'opéra-bouffe. Par ses dons à quelques institutions utiles, il aura du moins, comme le dit un confrère, fait quelques bonnes actions.

Lucien PARIZEAU

P.-S. — Dans mon article d'hier sur la traduction des polices d'assurances, j'ai par mégarde attribué à M. Thuribe Belzile une chronique de vocabulaire, parue sans signature dans ASSURANCES, en regard de la chronique empruntée au bulletin mensuel de la Sun Life. Ce qui ne change rien d'ailleurs à mes commentaires. On lira avec profit dans une autre colonne un extrait de la chronique de M. Belzile sur deux mots usuels en matière d'assurances: application et underwriter. Ses vues sont très justes.

L. P.

## La baisse des valeurs de bourse

On ne pourra plus nous accuser de vouloir empêcher de danser en rond parce que nous n'avons pas loué la reprise économique. La tendance à la baisse sur le marché des valeurs indique, en effet, le caractère artificiel de la reprise de ces derniers temps. Le nombre des liquidations forcées s'accroît à un rythme inquiétant. Il en est de même sur toutes les grandes places.

Cette baisse des valeurs n'a évidemment pas le caractère qu'elle avait en 1929 où elle prit les proportions d'une panique. Mais elle est un indice de la lenteur des affaires. Tout au plus, aurons-nous, d'ici à l'automne, un mouvement de reprise saisonnière de caractère strictement technique et qui n'aura rien de durable. Nous continuerons, ensuite, à loucher péniblement dans le plus creux de la dépression.

Ce ne sont pas toujours, hélas! des mouvements artificiels de la bourse qui provoquent un retour à la prospérité. Tout le crédit, qui va se terrer en ne sait où, sortira péniblement de sa cachette, à l'automne, pour alimenter les pouvoirs publics nécessaires qui lanceront des emprunts considérables sur les marchés de valeurs mobilières. Tout se passera silencieusement entre financiers, et le grand public n'entendra parler de rien jusqu'au moment de liquider ces dettes publiques au moyen d'impôts. Il est, sans doute, plus facile d'hypothéquer l'avenir que le présent. Mais, le grand malheur c'est que tous ces emprunts finissent par des impôts. Et des impôts trop lourds sont un des plus grands obstacles à une reprise économique véritable, beaucoup plus encore qu'une perte de confiance des spéculateurs en bourse.

Jean-Marie NADEAU

## Avant l'assassinat de Dollfuss Le national-socialisme, le bolchevisme allemand

Réflexions prophétiques du prince de Starhemberg, vice-chancelier d'Autriche, consignées pour l'Agence littéraire internationale

LE CHANCELIER d'Allemagne vient de reconnaître publiquement que les dépenses en banquets et autres divertissements de ce genre du commandement de certaines sections d'assaut, s'élevaient par mois de 30 à 50 mille marks. Nous pouvons donc aisément supposer ce qui se passait en réalité dans les coulisses du IIIe Reich quand c'est le Führer lui-même qui parle des débauches de ses hommes d'élite, et ne cache plus que d'entrer dans les rangs des S. A. représentait un réel danger pour la jeunesse, on dira sans doute que cela ne nous regarde pas, étant donné que notre principe a toujours été d'être Autrichiens et non pas Allemands, ou cela ne nous regarderait pas « en théorie » s'il s'agissait d'une affaire de politique intérieure de l'Allemagne et non pas de la paix et de la tranquillité de toute l'Europe. Et il est loin de nous être égal si aujourd'hui dans le monde entier les événements d'Allemagne sont considérés comme un exemple de la barbarie la plus sauvage.

Or, nous sommes Européens en même temps que de bons autrichiens, et nous sommes pleinement conscients de notre dignité, de nos devoirs et de notre destin.

Il y a un an, j'ai dit ou j'ai écrit quelque part qu'un jour viendrait où l'Autriche montrerait encore le chemin à l'Allemagne, sauverait le prestige de la civilisation germanique et donnerait au monde une sorte d'exemple de la morale et de l'humanité germaniques? A ce moment, on a qualifié mes paroles de pure fantaisie et même comme une offense vis-à-vis de l'Allemagne. Or les récents événements qui ont couvert de honte la patrie allemande ont montré que j'avais eu que j'aurai peut-être raison. Aujourd'hui plus que jamais l'Autriche et surtout la jeunesse autrichienne est appelée par excellence à donner un exemple de mesure, de patriotisme et de courage à nos frères d'au-delà ses frontières et à aider l'Allemagne à reconquérir son prestige morale dans le monde.

Je veux donc écrire et déclarer au nom de toute l'Autriche que notre jeunesse croit plus que jamais en l'avenir de notre patrie et lutte avec une foi inébranlable pour un lendemain qui sera, espérons-le, meilleur que le présent. Et aucun d'eux ne doute plus que l'avenir des peuples germaniques, c'est l'Autriche. L'heure des crises politiques dépassée, l'Autriche ne craindra plus aucune propagande étrangère et notre pays sera invincible tant que la volonté et l'énergie autrichiennes le voudront.

Je pense tout à coup à une phrase que j'avais écrite ou prononcée il y a quelques temps et dans laquelle je disais que le système national socialiste n'était autre qu'une forme allemande du bolchevisme. Je le crois

aujourd'hui plus que jamais d'autant plus que je suis persuadé que tout comme les autres systèmes politiques, le bolchevisme cherche également dans chaque pays la forme qui convient le mieux à la mentalité locale. Il n'est pas douteux que tel qu'il existe en Russie le bolchevisme n'aurait pu jamais s'implanter en Allemagne. La forme de bolchevisme qui a quelque chance d'être adaptée par le peuple allemand diffère forcément de celle des autres races, et cette forme, j'en suis persuadé, c'est le national-socialisme.

Ces constatations des faits sont valables même au cas où certains Führer actuels du nazisme l'ignoreraient. Peu importe si ce ne sont que les historiens de l'avenir qui le reconnaîtront. Il nous suffit de savoir et de ne jamais perdre de vue que le système national-socialisme est loin d'être un système de rénovation pour l'Allemagne et n'est simplement que le bolchevisme du peuple allemand qui le mènera fatalement non pas à un meilleur avenir mais à la ruine et à la destruction.

Ces constatations faites, j'admets volontiers qu'une grande masse des fanatiques du national-socialisme ne se rendaient pas compte jusqu'ici de cette identité fatale de ces deux formes d'Etat si néfastes. Ceux qui croient être de vrais nationalistes sont des hommes souvent pleins de bonne foi mais qui ont été simplement trompés, aveuglés par de belles phrases, des promesses faciles et du bluff.

Je ne doute pas un instant que l'heure de leur réveil soit arrivée. Ils doivent enfin se rendre compte que leurs sentiments patriotiques ne peuvent pas consister uniquement à jeter des bombes sur des bâtiments publics, faire sauter les ponts, effrayer les étrangers et détruire ainsi notre industrie de tourisme; en deux mots; nuire justement à cette patrie qui est aujourd'hui la seule à lutter honnêtement et indépendamment pour l'idéal allemand. A ces heures tragiques de l'autre côté de la frontière nous sommes encore prêts à accueillir tous les vrais autrichiens qui veulent travailler avec nous pour un meilleur avenir de notre patrie. Mais nous leur demandons de reconnaître nettement et sans aucune arrière pensée leur erreur passée et de manifester honnêtement le désir de travailler désormais pour l'Autriche indépendante et libre.

De jour en jour l'heure de la scission définitive s'approche. Cette scission classera d'un côté tous ceux qui sont de vrais Autrichiens, tout en restant de bons patriotes allemands, et de l'autre, ceux dont toute l'activité réside dans la destruction, dans l'assassinat et dans la terreur. Cette heure de scission est peut-être plus proche qu'on ne le croit et c'est justement l'heure de reconnaître les erreurs pour tous ceux dont la conscience nationale ne s'est pas encore réveillée jusqu'ici.

(Reproduction même partielle interdite.)

## CECI, CELA ET AUTRE CHOSE

### Deux effets d'une loi nouvelle.

La nouvelle législation ontarienne sur le commerce de l'alcool a mis la ville de Hull dans l'embarras. A l'époque où la province de Québec était le cabaretier d'une partie de l'Amérique du Nord, on ouvrit, à Hull, plusieurs tavernes, cafés et cabarets à l'usage des « secs » d'Ottawa. La circulation, à certaines heures de la nuit, était intense sur le pont de la Bonne-Entente qui relie les deux villes: tout Ottawa y passait. Aujourd'hui, le commerce de l'alcool est rétabli en Ontario, et les cabaretiers de Hull ont perdu leur clientèle. C'était inévitable. Les amphitryons québécois de la rivière Outaouais prient le gouvernement provincial de fixer à minuit l'heure de fermeture de leurs établissements. Quand même l'Etat se rendrait à cette requête qui monte de Hull, le commerce de l'alcool ne verra jamais plus les beaux jours d'autrefois. La province de Québec, comme les « bootleggers » américains, a fini de manigancer la bête puritaine.

M. Hepburn, de son côté, annonce la libération des détenus pour légères infractions à l'ancienne loi des liqueurs alcooliques. C'est Miss MacPhail qui doit être heureuse! La plupart sont de pauvres gueux qui, incapables de solder une amende, choisissent d'aller en prison. Les autres, les poires qui ont acquitté l'amende, ces bailleurs de fonds des gouvernements modernes, réfléchiront sur les caprices de l'opinion populaire. Ce qui était crime avant l'élection ne l'est plus aujourd'hui. Dans ce cas, ceux qui ont versé l'amende ne peuvent-ils en réclamer une partie, maintenant que la loi est changée, et qu'on ne tient plus rigueur à ceux qu'on ait jetés sur la paille humide des cachots? — D. D.

### Le « complexe d'infériorité ».

Je ne veux rien reprendre à ce qu'en disait avant-hier notre Ménage, mais rassurez mon ami R.D. tout à fait. Complexus s'emploie comme substantif en mathématique: un complexe de droites. Qui d'ailleurs n'a pas entendu parler du complexe

d'Edipe? Quant au terme complexe d'infériorité, il est d'usage courant en psychologie expérimentale, comme l'a noté Ménage. Le mot s'étend même à l'économie politique, et je viens de lire sous la plume de Jacques Babinville, qui pour la langue est bien le journaliste le moins suspect que je connaisse, l'expression de complexe monétaire, non pas au sens mathématique du terme, mais pour signifier un « état d'esprit monétaire » (c'est-à-dire l'état d'esprit qui préside aux manipulations — encore un néologisme — monétaires). Après de si illustres exemples, R.D. me donnera bien de pêcher en toute confiance, même avec quelque empressement. — L. P.

Brom-O-Sal est le nouveau produit efficace à soulager le mal de tête et la tension d'esprit. Brom-O-Sal chasse les reminiscences désagréables de la veille en facilitant merveilleusement la digestion. En vente dans les pharmacies et les « soda-fountain ». (R)

### Une erreur.

Une dizaine de lecteurs, étonnés, m'ont téléphoné pour me signaler ce qu'ils croyaient être une erreur: j'ai reçu quatre lettres, ce matin, dont une de Québec, sur le même sujet. Dans un article intitulé: Une tempête dans un verre d'eau, j'attribuai, semble-t-il, à Bernard Shaw une pièce de Shakespeare. « Much ado about nothing », écrit-il. Bernard Shaw: ainsi se terminait l'article. Mais non, chers lecteurs, ce que je voulais dire, c'est que Bernard Shaw, en face des événements de l'Ontario, reprenait le titre d'une pièce de Shakespeare, s'écrierait: « Much ado about nothing », que j'ai traduit librement par ce dicton: Une tempête dans un verre d'eau. Nos lecteurs, priés de lire de près note qu'à l'ORDRE, personne ne confond l'irishiste irlandais, Bernard Shaw, dont les journaux nous informent des moindres manies, avec le dramaturge anglais, William Shakespeare, dont les « stories » nous ont réussis à retracer les origines avec certitude, D.D.

## Tumulte en Europe centrale

Les nouvelles qui nous parviennent de là-bas, même si elles sont contradictoires, indiquent nettement que la question austro-hongroise est loin d'être réglée. L'échiquier politique de cette partie de l'Europe est en mouvement continu depuis le traité de Versailles. Un remaniement arbitraire de la carte politique de l'Europe a provoqué toute une série de conflits dont aucun pour ainsi dire n'est réglé. Vienne, ancienne tête d'Empire, est devenue, depuis 1919, la capitale d'un pays de second ordre après un démembrement qui fut l'oeuvre d'hommes politiques, soucieux surtout, on en a la preuve aujourd'hui, de détruire une grande puissance catholique. L'Allemagne, un des pays qui portent la plus grande responsabilité dans la déclaration de la dernière guerre n'eut à subir que des sanctions surtout économiques. On sait ce qui est arrivé de ces dernières depuis la lamentable histoire de divers plans Dawes, Young et consort.

Quelle que soit la nature des événements d'Autriche, on peut prévoir que l'Italie se dressera contre l'Allemagne de Hitler surtout s'il est reconnu que les nazis allemands ont leur part de responsabilité dans la perpétration de cette sorte de coup d'Etat. Il n'y a pas que l'Italie qui changera sa politique à l'égard de l'Allemagne. Tous les Etats voisins de l'Autriche auront vraisemblablement leur mot à dire dans l'évolution politique qui se prépare en Europe centrale. D'autres grands Etats, comme la France et l'Angleterre, ne peuvent rester insensibles à ce qui se passe de ce côté. L'Angleterre devra se départir de sa psychose d'insularité, surtout si l'Italie, comme c'est probable, donne suite à ses projets d'hégémonie navale méditerranéenne. Et la France? Que fera-t-elle? Elle doit déjà songer à réorganiser le réseau de son alliance politique avec les petits Etats européens. Et elle y songe plus sérieusement que jamais, depuis surtout que la Pologne et l'Allemagne marchent la main dans la main pour saboter ce qu'on appelle le nouveau Locarno de l'Est. Et l'Anschluss? Endormie depuis quelque temps, cette question se réveillera de façon insidieuse si la France, l'Angleterre et l'Italie ne s'entendent pas pour apporter une solution à cet angoissant problème de l'union politique des pays de langue allemande qui se pose depuis si longtemps. Si l'unité du monde germanique se réalise, on peut dire adieu au pacte Kellogg-Briand et aux autres constructions idéologiques de même nature. La seule chance de salut pour la paix de l'Europe et du monde réside, aujourd'hui, comme par le passé, dans la division des peuples germaniques.

Jean-Marie NADEAU

## Échos

### Pour l'honneur du Parlement

Le tribunal d'Oslo aura prochainement à s'occuper d'une affaire très importante: on y décidera ni plus ni moins de l'honneur du Parlement norvégien!

Sont aux prises, d'une part, Karl Numedal, un vieux paysan, et, d'autre part, Gunnuf J. Eiesland, président de la Seconde Chambre.

Au cours d'une réunion électorale, après un discours de M. Eiesland, Numedal s'était levé pour se livrer à une critique violente du système parlementaire.

Jadis, avait-il dit, le Parlement était notre refuge suprême quand les temps étaient mauvais. Maintenant, à cause de la façon dont se comportent ses membres, il est devenu un danger pour le pays. Celui-ci a été ruiné par une sottise politique et nombre de braves gens ont été réduits à la mendicité. En dehors du Storting lui-même, les députés se conduisent de telle façon qu'ils ne méritent plus que le mépris de la nation. Du reste, quand viennent-ils à la Chambre? Le jour où ils touchent leur indemnité, et c'est à peu près tout...

Le président de la Seconde Chambre protesta aussitôt contre ces paroles qu'il qualifia de mensongère, mais son contradicteur, outré de s'entendre traiter de menteur, lui a intenté un procès dont on attend l'issue avec le plus vif intérêt.

### L'italien de Paris

Une petite fête réunie à Paris, récemment, dans une librairie de Montparnasse, de très nombreux admirateurs du général Gatti, l'auteur d'Ilia et Albert. Tout le monde, dans ce cadre italophile, voulait se donner le genre de parler italien, avec une bonne volonté qui n'allait pas toujours sans cacophonie. Quand tous les assistants se furent entassés dans le sympathique petit caveau de la librairie, M. Paul Hazard souhaita la bienvenue au général Gatti, et lui dit: « Nous sommes ici entre Italiens. Tout le monde parle italien. Paul Valéry est Italien, Mme Pomès et Mme Bertrand sont Italiennes... Bref, il n'y a qu'un Français ici: c'est le général Gatti! » Sous la plaisanterie, il y avait une vérité, car le général Gatti est un très grand ami de la France et l'a prouvé pendant la guerre.

## Une des causes de la crise

Les changements d'orientation économique ont créé, au lendemain de la guerre, un état de choses nouveau: l'Europe s'est trouvée supplantée par les Etats-Unis dans son rôle de principale productrice d'objets manufacturés. La destruction des débouchés européens a obligé le vieux continent à réduire considérablement son ravitaillement en matières premières, appauvrisant ainsi les pays qui étaient ses clients naturels. Ces réservoirs de matières premières ne se trouvant plus en mesure d'acheter en Amérique — par suite de leur appauvrissement et surtout du niveau des prix — il en résulte par contre-coup une baisse sensible de leurs exportations, qui diminueront jusqu'au moment où les échanges internationaux atteignent presque le point mort. Ce fut pour ces pays producteurs de matières premières le commencement de la crise qui allait se répéter fatalement sur le marché américain. Celui-ci, entraîné par la vitesse acquise, put se maintenir quelque temps encore, sous un faux air de prospérité. En Europe déjà, la crise obligeait les gouvernements à rechercher un moyen quelconque de protection des marchés intérieurs et ce fut malheureusement à la protection douanière que l'on fit appel. La course aux tarifs douaniers donna des résultats contraires à ceux qu'on en attendait et elle prolongea la crise jusqu'à l'heure actuelle.

L'Europe s'est trouvée supplantée dans son rôle de productrice pour deux raisons: la première, c'est que sa capacité productive s'est trouvée insuffisante pour répondre aux besoins de la guerre; la seconde, c'est que, par suite du changement d'orientation de la voie des échanges, des pays qui jusqu'alors avaient fait office de réservoirs de matières premières, se sont mis à industrialiser, témoin l'Inde, la Chine, l'Egypte, le Canada et quelques autres pays secondaires comme l'Espagne et la Scandinavie. Ces déplacements ont eu pour effet de développer outre mesure des régions nouvelles, situées là où les conditions de production n'étaient pas économiques (1). Enfin, la ruine progressive des pays fournisseurs de matières premières acheva de détruire la capacité d'achat nécessaire à tout pays importateur.

Le changement d'orientation économique n'a pas cessé depuis la guerre, et c'est ainsi que l'on a vu des pays, normalement agricoles et maritimes comme la Suède et la Norvège, s'industrialiser énormément. On trouve un exemple frappant dans la Suède qui, de productrice de matières premières (poissons, bois, minerais, alcools), est devenue, toute proportion gardée, aussi industrialisée que la Belgique. On observe le même phénomène en Hollande, quoique à un degré moindre. Dans les deux cas, il y a disparité (2) entre la production agricole et celle de l'industrie. Cette dernière se développant trop rapidement, il en est résulté une crise intérieure qui n'a pas tardé à dépasser les frontières politiques de ces pays.

On peut observer le même phénomène, à un degré moins prononcé, en Afrique du Sud, en Australie et au Canada. Ce qui complique encore la situation, c'est que des pays essentiellement industriels ont voulu se lancer dans la production agricole, malgré les désavantages que cette ruralisation économique devait entraîner.

Ainsi donc, des pays qui jusqu'en 1914 jouissaient d'une situation privilégiée risquent de tomber au rang de puissances secondaires, s'ils ne trouvent pas une formule économique capable de leur rendre leur ancienne position. La crise est due à un phénomène général, aggravé par des phénomènes locaux et partiels qui n'ont pas été les moins importants dans l'évolution actuelle de la situation économique.

Comme il est infiniment probable que l'on ne retrouvera jamais les conditions d'avant-guerre, il faut faire face au problème et prendre des mesures radicales afin de réaménager les marchés intérieurs et ceux de l'extérieur. Faute de quoi, on ne pourra que tomber dans le chaos politique qui suit fatalement les grands bouleversements économiques.

André BOWMAN

(1) Economique est pris ici dans le sens de conforme aux besoins ou aux moyens économiques.  
(2) Disparité, dans le sens de déséquilibre entre la puissance d'achat de l'agriculture et de l'industrie.

Quelque part que vous alliez durant vos vacances, nous serons heureux de vous expédier l'« Ordre ». PL 8511.

# REVUE DE LA PRESSE

## Quand les peintres ne peignent plus

La PRESSE enfourche le dada de la démocratie, reconnaît des mérites à Hitler et prêche la religion du succès.

Hitler fut peintre et coiffeur.

Mais le fait d'avoir exercé ces deux métiers, Ne diminue en rien les mérites du chancelier allemand.

Les principaux chefs de gouvernement ou d'Etat que connaît l'histoire contemporaine eurent des débuts modestes.

Suit l'énumération de ces grands noms : MacDonald, Mussolini, De Valera, Lebrun, Daladier, l'ermite et Léonine. Après quoi la PRESSE conclut :

Et sans même franchir les limites de notre territoire, nous trouvons maintes leçons ainsi fournies par la démocratie et dont notre jeunesse peut tirer avantage. C'est le succès qui compte et ceux qui l'obtiennent ont droit à l'estime publique s'ils savent l'appliquer ensuite — mais à cette seule condition — à rendre le peuple meilleur en assurant le règne de la fraternité universelle.

On ne peut reprocher à un homme la modestie de ses débuts. Mais il y a lieu de se demander s'il est opportun de faire une règle générale pour les chefs d'Etat d'avoir des débuts modestes. Surtout quand leur préparation au gouvernement est aussi modeste que leur personne ou que leur origine. On ne peut s'improviser peintre ni coiffeur. Il faut un apprentissage. Mais un peintre ou un coiffeur peut s'improviser chef d'Etat et c'est une victoire des classes modestes, c'est le succès de la démocratie.

Un journaliste de ma connaissance disait un jour à un cirier de bottes qui voulait devenir conseiller municipal : « Mon vieux, j'estime beaucoup comme cirier de bottes et je crois que tu n'as pas ton égal ; mais comme conseiller municipal, je n'aurais pas une grande confiance en toi. » Ce journaliste parlait avec bon sens. Le même raisonnement ne vaut-il pas dans le cas du peintre en bâtiment qui terrorise l'Allemand. C'est peut-être à cause de ces trop nombreux succès démocratiques devant lesquels on s'incline trop volontiers que tout va si mal dans l'histoire contemporaine. Si les peintres peignaient et si les coiffeurs coiffaient et, disons-le, si les rois régnaient, les choses n'iraient peut-être pas à la perfection, mais il y aurait des chances que cela irait moins mal sur les continents et ce serait un gain de gagné. Chacun son métier... dit un proverbe que la démocratie a trop oublié.

## De l'eau ! De l'eau !

La PATRIE réclame des bains, des bains à ciel ouvert pour la population de Montréal qui vit sur une île sans voir ailleurs que dans des baignoires l'eau abondante qui l'entoure. La PATRIE rappelle qu'elle dénonce cette lacune depuis vingt ans et ajoute :

On dirait que les administrations qui se sont succédées à l'île de la ville depuis trente ans et plus étaient toutes pareillement affligées de la phobie de l'eau. Sous ce rapport, non seulement la ville n'a fait aucun progrès, mais elle a littéralement rétrogradé. Il y a à quelque trente ans, il existait à l'île Sainte-Hélène, du côté sud, un endroit réservé où, sous les regards d'un préposé municipal, adolescents et adultes, tout au moins du sexe masculin, pouvaient, durant la belle saison, se rafraîchir dans l'eau et pratiquer cet art si essentiellement salutaire qu'est la natation. Nous ne savons à quelle époque cette piscine en eau courante et à ciel ouvert a été fermée au public. Depuis longtemps, en tout cas, il est strictement interdit aux promeneurs qui vont dans l'île de s'y baigner. On empêche même les enfants de se mettre seulement les pieds dans l'eau. La plupart des promeneurs vont ainsi dans l'île pour y endurer une sorte de supplice de Tantale.

Notre édilité a dépensé une dizaine de millions de dollars pour construire cinquante établissements de bains hermétiquement fermés. A peu de frais, ils auraient facilement pu en établir de bien meilleurs, à ciel ouvert. Ils n'en ont établi aucun.

Outre le bien-être dont est privée la population urbaine par suite de cette impéritie de nos administrateurs, les facilités manquent à la jeunesse montréalaise pour apprendre à nager, et — il serait vain de nous abuser sur ce point — c'est pour cette raison que, chaque semaine de l'été, les enfants, les adolescents et les adultes se noient en si grand nombre.

Le point délicat, c'est précisément le fait que les piscines à ciel ouvert ne coûtent pas assez cher. Les petites dépenses, même si elles sont utiles, n'intéressent pas les conseillers municipaux. Mais parlez-leur d'un beau bain de quartier qui coûtera cher, très cher, mais leur permettra de montrer à leurs électeurs qu'ils « travaillent pour le quartier », de faire construire un édifice sur le terrain d'un ami ou d'un parent, d'acheter des matériaux variés chez autant d'entrepreneurs et de commerçants reconnaissants, de présider des cérémonies d'inauguration qui font une utile publicité, et tout cela avec des chances d'assurer leur réélection. Voilà un langage qu'ils comprennent. Mais leur parler d'aménager à peu de frais les bords d'une rivière où il n'y a à peu près rien à acheter, rien à démolir, rien à construire ? Vous n'êtes pas à la page, monsieur !

## Camouflage

Il y a quelque temps, certains journaux, dont L'ORDRE, attirèrent l'attention de leurs lecteurs sur le rôle des commissions parlementaires et des commissions d'enquête qui servent le plus souvent à camoufler des manœuvres politiques. Il n'y a pas que ces commissions qui servent à de telles fins, si l'on en croit L.R., du DROIT :

La Commission du Service Civil annonce qu'il y aura examen pour déterminer qui sera le directeur du bureau de la traduction qui sera constitué en vertu de la loi adoptée pendant la session après des péripéties sans nombre et d'un caractère très douteux. Le traitement maximum du surintendant sera de \$5,400 par année. Il découle de ces renseignements trois choses bien définies. La première, c'est que le salaire du surintendant sera

moins élevé qu'on ne le croyait ; on parlait d'un traitement de \$7,000 ou \$8,000. Si les choses avaient marché comme on l'espérait, le salaire aurait été plus élevé et la position aurait comporté le titre de sous-ministre. Ainsi, on aurait évité les examens de la Commission du Service Civil. Deuxièmement, que la nomination du surintendant ne tardera pas beaucoup et que le gouvernement a l'intention de hâter la centralisation des divers services de la traduction. Troisièmement, que le surintendant est déjà choisi... ou, pour mettre une certaine forme à la phrase, qu'un candidat a de bien, bien, bien bonnes chances d'obtenir la position ! Dans le passé, il y a déjà eu des examens et cela n'a pas empêché des individus désignés à l'avance d'obtenir les positions convoitées. La Commission du Service Civil sert à deux fins évidentes : masquer les nominations décidées à l'avance et excuser ministres et députés, auprès des électeurs, de ne pouvoir placer tous ceux qui veulent devenir fonctionnaires !

Voilà un organisme fort précieux dans la république des amaraides.

## Questions de langue

Ménage me permettra d'emprunter son titre pour commenter deux Bloc-notes du DEVOIR où G.P. touche à deux questions de langue. Je veux, à l'occasion, remercier Ménage de sa mise au point de mercredi où il a rappelé à un lecteur distrait que, si l'on peut me reprocher les incorrections que je commets — cela m'arrive, hélas ! plus souvent que je ne le voudrais — l'on ne peut me tenir compte des fautes des confrères que je cite dans cette revue de la presse : en citant un confrère, je dois respecter son texte, même si lui ne respecte pas la langue, et j'ai assez de discuter leurs opinions sans analyser leurs phrases, quoique cela soit parfois nécessaire pour comprendre certains passages, surtout quand le typographe a fait des siennes.

Mais venons-en aux Bloc-notes. G.P. parle d'abord d'un comité new-yorkais qui « est à étudier le moyen de faire de l'anglais la langue d'intercommunication universelle ».

Un des motifs de faire de l'anglais la langue universelle, c'est, paraît-il, que nul autre n'est à la fois aussi laconique, aussi expressive. Le professeur qui prétend cela cite, pour illustrer sa thèse, l'expression anglaise : « What is it ? » Le français, à ce qu'il dit, prend bien plus de mots et d'espace pour exprimer la même chose. Allons donc. De What is it ? ou Qu'est-ce ? lequel est le plus long ? On a fait grand état du Wait and See de M. A. Smith, intraduisible sans employer une locution périphrastique, a-t-on aussi prétendu. Wait and See, c'est, en bon français, Patience ! tout court. On dira ce qu'on voudra de certains avantages du vocabulaire anglais, — et il en a d'indéniables. Mais qu'on ne prétende pas faire croire aux gens que l'anglais est plus bref, plus laconique que le français ; c'est faux. Un traducteur qui sait bien les deux langues peut presque toujours, en traduisant de l'anglais au français, gagner de l'espace tout en rendant parfaitement le sens du texte anglais.

G.P. nous ramène à l'idée souvent exprimée dans L'ORDRE que c'est notre manie de la traduction littérale qui a donné au français que nous parlons et écrivons le plus souvent cette lourdeur et cette longueur qui permettent aux adversaires du français de triompher facilement au nom du laconisme et de la justesse d'expression. L'anglais est une des langues les plus vagues qui soient tandis que le français est l'une des plus propres à exprimer avec clarté et justesse les nuances de pensée les plus subtiles. Si les apparences donnent l'illusion du contraire, c'est que nous avons tellement laissé s'appauvrir notre langue, tout particulièrement notre vocabulaire qu'elle est tombée au-dessous de l'anglais. Au lieu de traduire par des formules encombrantes les mots anglais qu'il a cités, G.P. en a traduit l'idée par des expressions parfaitement équivalentes, plus souples et plus brèves même que les expressions correspondantes en anglais.

A ce sujet, il m'est justement tombé sous les yeux, ces jours derniers, un fort bel exemple de traduction que je tiens à citer ici. C'est une annonce de bière. Un dessin représentant un hibou triste sans doute assouffi. A deux pas de lui, une barrique de bière. Un pivoit, juché sur une bouteille, a percé la barrique de son bec effilé et en a fait jaillir la bière dont il se régale. Le dessinateur a prêté ces paroles au pic débrouillard, paroles qui veulent être une malice à l'adresse du hibou : « And you're supposed to be a wise bird ! » Combien de nos traducteurs auraient cherché à traduire l'idée plutôt que les mots ? Et comment rendre, du moins dans un raccourci convenable, sinon avec élégance, l'idée de cette boutade si l'on s'attache aux mots ? Merveille ! Le traducteur anonyme nous a donné cette trouvaille inscrite au bas de la pancarte : « Pas surpris qu'on dise : Triste comme un hibou ! » Ménage eût sans doute préféré : Pas étonnant... à : Pas surpris... Mais enfin c'était déjà excellent comme traduction. On avait une phrase française tout aussi brève et expressive que l'anglaise et beaucoup plus élégante, car l'expression anglaise « wise bird » est triviale, sinon argotique, tandis que la locution française est proverbiale. Voilà un traducteur qui, cette fois au moins, a montré un juste sens de la langue. Si ce sens de la langue est habituel chez lui, il faudrait le faire nommer directeur des services réorganisés de la traduction au Parlement fédéral.

Dans son autre Bloc-note, G.P. revient sur le titre d'honorable dont Ménage et lui ont parlé l'autre jour. Guide parlementaire en mains, G.P. indique avec précision les cas où un monsieur a droit à ce titre et proteste de nouveau contre l'abus qu'on en fait :

Les conseillers législatifs n'y ont plus aucun droit, non plus que les magistrats du district, de police, ou autres. L'on fait un abus de ce titre, qui ne devrait s'employer, — si on veut s'en servir, — que pour s'adresser à ceux qui ont droit de le porter, et non pour les désigner dans la presse, les comptes rendus ou ailleurs. Il y en a qui ont droit de le porter et ne tiennent pas autrement à s'en parer.

Ceux qui ont vraiment droit au titre et ne tiennent pas à s'en parer sont le bien petit nombre dans notre aristocratie de par-

venir. Il dit que le président du conseil municipal de Paris, le préfet du département de la Seine, le président du conseil des ministres et le président de la République française lui-même se font tout simplement appeler Monsieur le président ou Monsieur le préfet !

## Les vrais socialistes... et les autres

M. Woodsworth a, paraît-il, poussé de hauts cris et protesté véhémentement quand il a appris que les Québécois considèrent son mouvement politique comme entaché de socialisme. Il ne veut pas qu'on voit du socialisme dans son coopératisme. Ce coopératisme ressemble pourtant fort au collectivisme, comme l'explique le SOLEIL :

M. Woodsworth s'est montré tout particulièrement froissé de ce que l'archevêque de Montréal ait pris l'initiative de qualifier le nouveau groupement politique. Car M. Woodsworth soutient qu'il n'y a pas de socialisme dans la C. C. F., et que ceux qui en voient le comprennent mal.

Malheureusement pour le député de Winnipeg, l'un de ses amis de la C. C. F., a, tout dernièrement, au Manitoba, déclaré que le gouvernement a adopté le socialisme.

« Il nous faut montrer aux gens que nous sommes pour le Socialisme », a affirmé M. T. Johnson à West Kildonan, dans une réunion organisée quelques jours avant le congrès de la C. C. F. à Winnipeg. Ce Johnson, candidat malheureux aux élections de Saskatchewan, ne s'en est pas tenu à cette affirmation générale.

En exposant les buts poursuivis par la C. C. F. il a donné cette explication : « Il faut enlever à leurs propriétaires les instruments de la production, non seulement dans les manufactures, mais encore sur la ferme ».

C'est assez clair. (...) Il a été établi à plusieurs reprises que les doctrines socialistes n'ayant pas cours dans la province de Québec, on camouflera le programme du groupement. Les expositions plus claires sont réservées aux populations de régions moins ennemies.

On a tablé là-dessus pour se faire des adhérents à Montréal surtout. C'est ce qui explique la colère de M. Woodsworth quand les dénonciations ecclésiastiques ont eu lieu.

M. Woodsworth est un socialiste qui veut se faire ignorer. Il est probablement moins dangereux que ceux qui se prétendent ses adversaires déclarés et qui sont des socialistes qui s'ignorent.

Georges LANGLOIS

## Sur deux mots

### Application

Le mot application se rend rarement, en terme d'assurance, par le français application. Il peut se traduire par proposition ou demande, selon le cas. On dit ainsi : application for assurance — proposition d'assurance ; application form — formule de proposition ; application for supplementary contract — demande de contrat supplémentaire ; application for cash surrender value — demande du paiement de la valeur de rachat ; nous pourrions ajouter : application for a position — demande d'emploi ou offre de services.

Il n'est sans doute pas inutile d'indiquer ici quelques expressions dans lesquelles apparaît le mot proposition. Ainsi, à titre d'agent, vous obtenez de votre client ou faites signer par votre client une proposition. Vous soumettez celle-ci à la Compagnie, qui l'accepte, la diffère ou la rejette. Enfin, votre client peut, pour une raison ou pour une autre, retirer sa proposition.

Quant au mot français application, tous les sens qu'on peut lui prêter dérivent directement des trois suivants : action de poser une chose sur une autre (application d'un emplâtre sur un bobo) ; mise en pratique (application d'une loi) ; attribution (application d'une somme à une dépense).

### Underwriter

Voilà un mot qui donne du fil à retordre aux traducteurs. C'est un de ces mots passe-partout que les sociétés d'assurance du Canada et des Etats-Unis emploient à toutes les sauces, tantôt pour se désigner elles-mêmes, tantôt pour désigner leurs agents, tantôt pour désigner leurs fonctionnaires chargés de la sélection des risques, etc. Et pourtant, le mot underwriter, employé en terme d'assurance, n'a, à proprement parler, qu'un sens : il désigne la société qui rédige, signe et livre un contrat d'assurance. Ce sens propre du mot underwriter se traduit par le français assureur qui, lui aussi, n'a que le sens suivant donné par Dupuich : « celui qui promet de procurer le bénéfice du contrat (d'assurance) à la personne désignée pour

## A propos de la grève des ouvriers de la confection

Cette grève s'est déroulée de façon normale, après un « ultimatum » et une « déclaration de guerre ». Il se peut qu'une guerre véritable survienne d'ici quelques jours. La police est déjà mobilisée pour maintenir l'ordre. Les ouvriers de la confection n'ont sans doute pas tort de se mettre en grève s'il est vrai, comme l'a dévoilé l'enquête Stevens, que l'industrie de la confection est une occasion, pour certains patrons, d'exploiter le labeur excessif des ouvriers à des taux ridiculement bas. Et le « sweating-system » ? De ce dernier, l'enquête n'a guère parlé. Pourtant il existe. Les grévistes n'en parlent pas dans les revendications qu'ils ont soumises à leurs employeurs. Il y a une bonne raison : c'est que les ouvriers et ouvrières à domicile ne sont pas syndiqués. Alors, comment feraient-ils entendre leurs réclamations ? Et d'ailleurs, le syndicat n'a que très peu de vague dans cette catégorie d'ouvriers, souvent parce que ce sont des travailleurs honteux, petits bourgeois qui travaillent à domicile pour étendre plus de beurre sur leur pain.

Puisque les ouvriers ont le droit de grève, personne ne saurait songer à leur reprocher d'avoir quitté leur travail après les préliminaires d'usage. Répétons seulement ce que nous avons déjà dit, à savoir : que nous devons organiser une magistrature du travail dont le rôle préviendrait les conflits du travail et du capital. Ce n'est pas quand la guerre est déclarée qu'on doit chercher à la prévenir. C'est avant, En Italie, où tout n'est pas mauvais, quoiqu'il en soit certains démocrates engagés, Mussolini a, le premier, organisé cette magistrature du travail qui aujourd'hui donne les meilleurs résultats.

Une autre question est soulevée à l'occasion de cette grève. Pourquoi faut-il que la majorité des organisateurs de la grève viennent de New-York ? Avons-nous besoin de « spécialistes » même dans ce domaine de l'agitation ouvrière ? On me répondra que le syndicat des ouvriers de la confection se rattache à un syndicat international. Je le veux bien puisque tels sont les faits. Mais les Canadiens ne peuvent-ils pas organiser et préparer leurs propres grèves ? Que les Américains restent chez eux. Car, une fois le précédent admis que nos voisins peuvent venir nous éduquer à ce point de vue, c'est la porte ouverte à tous les abus. Qu'une grève générale se déclare, laisserions-nous les Américains la diriger ? Habitons-nous à régler nos propres affaires sans demander aide et conseil aux Américains. Serions-nous coloniaux au point de ne pas nous contenter d'une seule allégeance métropolitaine et d'en rechercher une autre, celle de nos voisins ?

Jean-Marie NADEAU

## Un document intéressant sur l'armée soviétique

L'aviateur Kravets, déserteur de l'armée rouge, où il servait depuis 1928, a fait récemment une conférence à Berlin sur l'organisation militaire soviétique et l'état d'esprit qui règne dans l'armée.

L'armée rouge compte officiellement 562,000 hommes, mais il y aurait en réalité un million de soldats.

L'armée active est bonne, les réserves sont mauvaises.

Les soldats servent généralement très loin de la résidence de leur famille, qui ignore leur adresse exacte : les lettres portent en suscription le nom du soldat et un numéro d'ordre. Le corps d'officiers est très sévèrement sélectionné au point de vue politique : les officiers sont souvent changés d'affectation afin qu'ils ne deviennent pas trop populaires parmi leurs troupes.

Les cours des écoles d'officiers durent trois ans. L'avancement est rapide. Les officiers reçoivent une formation politique et économique. De temps en temps, à lieu la « Polilitterie ». Chaque officier tire au sort une question à traiter en conférence. Ceux qui la traitent convenablement touchent une prime.

L'uniforme est de plus en plus soigné. C'est ainsi que les aviateurs doivent porter maintenant de hauts cols blancs.

La critique libre avait été permise aux soldats à l'égard des officiers ; elle est maintenant interdite, parce qu'incompatible, dit-on, avec la discipline. Mais les suggestions sont autorisées. Les permissions sont extrêmement rares afin d'éviter le contact des soldats avec la population civile.

L'ORDRE est édité par les Editions de l'Ordre limitée (cette bouffonne désignation est imposée par le seul gouvernement français d'Amérique) et imprimée par la Cie de Publication de la Patrie limitée, 180 est, rue Sainte-Catherine, Montréal.

« profiter ». Dupuich ajoute : « C'est toujours, en fait, une société ».

Thuribe BELZILE

## LES PRIMES DE L'«ORDRE»

Nous donnerons gratis, avec chaque abonnement de trois mois, un exemplaire d'un ouvrage d'Olivar Asselin sur L'œuvre de l'abbé Grégoire, paru en 1923, mais qui a conservé son actualité foncière et qui, notamment, traite à un point de vue tout nouveau le sujet de l'abandon du Canada par la France. Les abonnés de six mois ou plus recevront en prime un exemplaire du recueil en deux volumes des écrits de Jules Fournier intitulés Mon encier, ouvrage qui se vend encore en librairie un dollar. Les personnes qui se sont abonnées ou réabonnées depuis le 1er juin auront droit à ces primes. Prière d'en faire la demande à l'Administration.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Monsieur l'administrateur, Veuillez m'inscrire sur la liste de vos abonnés pour trois mois — six mois — un an (biffer les indications inutiles). Bien entendu, j'aurai droit à la prime que vous offrez. [Signé] Adresse N.B. — L'abonnement est payable d'avance.

## « Il faut des plaintes! »

M. Houde lit L'ORDRE mais son compère, le sage Savignac, ne l'imite guère. Le 28 juin dernier, nous avons exposé la pénible situation des gardiens de vespasiennes, et des employés du chalet, aux Jardins Lafontaine. Hommes et femmes y continuent de travailler 84 heures par semaine, soit 12 heures par jour, dimanche compris ! Il appartient au président du Comité exécutif de faire disparaître cet état de chose, mais, d'après M. Savignac, « il n'y a pas eu encore assez de plaintes » contre la vespasienne (autre genre de « sweating-shop »), pour justifier l'intervention du Comité.

M. Savignac a lui-même expliqué pourquoi ces classes d'employés municipaux subissent un pareil régime : « Il y a des centaines de chômeurs qui sont prêts à les remplacer ». Parce qu'ils ont à cœur de gagner leur vie, ces pauvres gens travaillent sans arrêt depuis 10 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir. Que M. Savignac aille dire, une seule fois, sur le seuil d'une vespasienne, et il améliorera bientôt le sort des gardiens.

Nous avons signalé à M. Arcand, ministre du Travail, que les femmes, gardiennes de vespasiennes ou préposées au chalet, fournissent 28 heures de plus par semaine que le nombre maximum d'heures de travail fixé par la législation provinciale ; nous avons encore établi que la Ville serait passible d'une pénalité en vertu de la loi du salaire minimum des femmes, si la législation provinciale prévoyait le cas des employés du chalet.

« Il n'y a pas eu encore assez de plaintes ». C'est ainsi que M. Savignac administre la Ville ? Quand il y a beaucoup de plaintes, il fait agir son Comité exécutif ; quand il n'y en a pas assez, peu importe la justice la plus élémentaire et l'observation de la loi. « Est-ce que je me plains, moi ? » dit M. Savignac. — D. D.

## Deux poids, deux mesures

Le TELEGRAM de Toronto s'élève contre M. Hepburn et sa politique d'économie. A l'exemple du gouvernement, qui réduit le traitement des fonctionnaires, l'industrie et le commerce vont diminuer les salaires de leurs employés. Cette prétendue réforme de M. Hepburn est inopportune, dit le journal tory, lorsque les gouvernements, pour aider à la reprise des affaires, engagent industriels et commerçants à maintenir ou même à élever le taux actuel des salaires.

Que pense le TELEGRAM, journal tory, d'un gouvernement qui a réduit de 10 pour 100 le traitement de tous ses fonctionnaires ? Les principales compagnies de chemin de fer embourberont tout de suite le pas, et diminueront de 15 et de 20 pour cent le salaire de leurs ouvriers. S'autorisant d'aussi illustres exemples, les plus modestes ateliers et magasins, même ceux dont les profits avaient augmenté depuis la crise (il y en a), ont réduit les salaires à leur tour. C'est le gouvernement Bennett qui a pratiqué ainsi l'économie : ce fut même la seule mesure d'économie inventée par M. Bennett.

C'est un devoir, pour l'Etat, de traiter le mieux possible les fonctionnaires. L'industrie et le commerce rémunèrent leurs employés en fonction du traitement des employés de l'Etat. Les gouvernements dont le budget est déficitaire, alors que baisse le coût de la vie, sont justifiés de réduire les appointements des fonctionnaires. Ils doivent cependant pratiquer avec prudence une semblable économie. Après avoir destitué quelques hauts fonctionnaires inutiles, réduits plusieurs traitements exorbitants, M. Hepburn pourra décréter une baisse générale des appointements des fonctionnaires : c'est actuellement une économie nécessaire, et personne sauf le TELEGRAM, ne blâmera le premier-ministre ontarien. Le commerce et l'industrie suivront peut-être l'exemple du gouvernement ; dans ces conditions, la baisse des salaires se fera probablement d'une façon plus équitable. Mais que l'Etat impose aux fonctionnaires une réduction générale de 10 pour 100 qui affecte surtout les moins bien payés, c'est inciter à mal rétribuer les employés d'une entreprise industrielle ou commerciale sans toucher au traitement des directeurs et des administrateurs.

Il convient, depuis quelque temps, de s'emporter de temps à autre contre l'esprit de parti. Le TELEGRAM offre un exemple frappant de l'illogisme auquel peut donner lieu la partisannerie politique : ce qui se justifie au gouvernement fédéral est blâmable au gouvernement provincial. Dans le cas que nous venons d'étudier, pourquoi ?

## Les Nazis et l'Évêque de Wurtzbourg

De SEPT :

« Je suis heureux d'être le premier évêque qui va en détention protectrice. » D'un ton calme et ferme, Mgr Ehrenfried, évêque de Wurtzbourg, répondit ces mots à l'inspecteur de police qui lui annonça son arrestation éventuelle sous le prétexte que les autorités peuvent être se seraient pas à même d'assurer sa sécurité. Devant le palais épiscopal, une « foule indignée » chahutait. Des pierres, des clous de soulier, du sable, avaient été jetés à l'intérieur de la chambre de l'évêque. A l'aide d'une poutre de dix mètres, on avait enfoncé la porte, et ce n'était qu'au pied de l'escalier que la police refoula le mob, dans lequel on distinguait beaucoup de gens en uniforme, surtout en uniforme de la Jeunesse hitlérienne. Et la raison de cet incident scandaleux ? A Waldbüttelbrunn, le curé avait été arrêté pendant le Semaine Sainte. Là-dessus, l'évêque avait ordonné de différer la première communion solennelle des enfants du dimanche in abis à une date ultérieure, parce qu'en l'absence du curé la préparation suffisante des enfants n'était pas assurée. Les nazis voyaient dans cette mesure un geste politique.

En face du palais épiscopal, on prononça en chœur parlé des insultes abominables. « Qu'est-ce qui doit arriver aux Unions de jeunesse catholiques ? — Qu'elles crèvent ! — Que doit-il arriver aux chefs de jeunesse noire ? — A Dachau ! (fameux camp de concentration). — Que doit-il leur arriver à Dachau ? — Qu'ils soient pendus au gibet ! » Un nazi lit le message du Saint-Père à la jeunesse catholique d'Allemagne. Après chaque phrase, la foule s'écria : « Pfui ! Pfui ! » (Fi donc !). Et après, à l'adresse de l'évêque : « Sortez-le ! Sortez-le ! — Que doit-il arriver à l'évêque de Wurtzbourg ? — A Dachau ! — Que doit-il lui arriver à Dachau ? — Qu'il soit pendu ! — L'évêque de Wurtzbourg, qu'est-ce qu'il est ? — Un traître à la patrie, un traître au peuple ! »

L'évêque se montra à la fenêtre pour essayer de calmer la foule : « Nous n'introduisons pas la politique dans l'Eglise, nous ne faisons que défendre les droits de l'Eglise. Nous n'avons pas peur. » En vain...

C'était le 7 avril. On pense qu'après ces incidents les autorités publiques ont tenu à exprimer leur regret à l'évêque ? Tout au contraire. L'évêque devait partir pour un voyage de visite et de confirmation à travers son diocèse. Le parti hitlérien envoya une circulaire aux autorités locales pour défendre formellement toute participation des autorités aux réceptions.

On pense du moins que des mesures furent prises pour empêcher la répétition des incidents ! Pas du tout ! Trois semaines après, le 28 avril, une seconde manifestation du même genre fut organisée (c'est, en effet, le terme juste, car on ne connaît que trop bien la spontanéité des masses populaires dans le troisième Reich). Cette fois-ci, on réussit plus vite, à enfoncer le portail. Une partie de la foule pénétra à l'intérieur, où la secour de l'évêque, qui répétait toujours que Mgr Ehrenfried était absent, fut insultée. Sur sa menace de faire appeler le chef nazi Hacker, on lui répondit : « L'Oberführer Hacker ne viendra pas. La police ne viendra pas non plus. C'est le peuple qui manifeste au dehors. C'est l'Allemagne (!) qui se trouve dehors. »

A l'exception du bulletin diocésain qui publia quelques faits essentiels, la presse allemande ne s'occupa de ces incidents scandaleux que dans des termes très vagues. Les détails que nous avons donnés plus haut sont pris dans le nouveau quotidien catholique de Sarrebruck, DIE NEUE SAARPOST.

Kurt TURNER

« L'illigisme auquel peut donner lieu la partisannerie politique : ce qui se justifie au gouvernement fédéral est blâmable au gouvernement provincial. Dans le cas que nous venons d'étudier, pourquoi ?

Dollard DANSEREAU

**CIGARETTES DUCHESSE**

Conservez les "mains de bridge"

MANUFACTURERES PAR L. O. GROTHE, LIMITEE MAISON CANADIENNE ET INDEPENDANTE

Réconfortantes et rafraichissantes

**Carling**

Amber Ale

Black Label Lager

Red Cap Ale Invalid Stout

CARLING BREWERIES LIMITED MONTREAL

# LA PENSÉE ÉTRANGÈRE

## Troubles en Espagne

(Du FIGARO du 30 juin)

Depuis longtemps déjà les rouges grinent entre Madrid et Barcelone. Mais toute une série de faits a récemment envenimé les rapports qui existent entre la généralité de Catalogne et le gouvernement espagnol. Ce fut d'abord la question du transfert des services de la radiodiffusion; puis celle de la nomination des avocats municipaux que le gouvernement de Madrid entend se réserver alors que la Catalogne réclame cette prérogative, l'organisation de la justice municipale lui ayant été octroyée. Les Catalans se sont plaints ensuite que le gouvernement espagnol outrepassât son droit en procédant à des nominations directes dans le personnel bureaucratique. Ils se sont plaints encore d'être moins bien traités que les autres parties d'Espagne pour les contingents d'exportation, bien qu'ils fussent les plus gros producteurs. Enfin — et surtout — ce qui a mis le feu à cette poudrière déjà chaude, c'est la fameuse loi agraire promulguée au début de mars par la généralité de Catalogne. Loi d'une très grande importance et quasi révolutionnaire, car elle modifiait de fond en comble le régime de la propriété.

En Catalogne, l'agriculture est essentiellement établie sur le plan d'une sorte de métayage (la *rabassa morta*). Or la loi agraire permettait au métayer de capitaliser une partie des produits agricoles qu'il partageait avec le propriétaire du sol; puis, au bout de dix-huit ans, d'acquiescer ce sol en payant la différence qui existait alors entre le montant capitalisé et la valeur cadastrale de la terre. Bien entendu, le vote de ces dispositions souleva des tempêtes de protestations de la part des possédants. Ils mirent en action le gouvernement de Madrid qui fit appel devant le Tribunal des garanties constitutionnelles créé par la nouvelle Constitution de la République espagnole. Le 8 juin, ce tribunal rendit son arrêt et déclara la loi agraire inconstitutionnelle. Aussitôt les passions, se sont déchaînées en Catalogne. Le 10 juin, le président de la généralité, M.

Companys, s'élevait avec force contre ce jugement prétendant qu'il portait atteinte à l'autonomie et au statut de la Catalogne. Le 12 juin, le Parlement catalan vota à l'unanimité une nouvelle loi sur les « fermages ruraux » qui reprenait exactement les dispositions de la loi de mars et constituait ainsi un défi au Tribunal des garanties et au gouvernement central. Dans le même temps, des manifestations violentes se produisirent aux Cortès et les députés de gauche catalans quittaient la salle des séances.

Le président du Conseil, M. Samper, a essayé — mais en vain — de remettre du calme dans les esprits et de négocier. Devant l'échec de ses tentatives, il s'est décidé à demander aux Cortès des pouvoirs exceptionnels pour régler, d'autorité, la situation en Catalogne. D'une part, il est certain que les Catalans ne se soumettront pas. D'autre part, il est évident que le gouvernement de Madrid ne peut laisser se prolonger une situation quasi révolutionnaire dans le pays. La situation est donc extrêmement tendue, sinon grave.

Ce qui la complique — et ce qui l'éclaircit — c'est que le choc Madrid-Barcelone est en quelque sorte la manifestation visible de deux sœurs sœurs qui se superposent et dont les racines plongent dans les profondeurs de l'âme.

D'abord, au premier plan, un conflit politique: gauches contre droites, celles-ci voulant prendre leur revanche des élections de septembre. Socialistes, radicaux de gauche se sont solidarisés, en effet, avec les gauches catalanes et donnent à plein contre le gouvernement Samper, espérant mener les choses jusqu'à une dissolution qui leur serait favorable.

Et puis, au second plan, un conflit spirituel. Car tout se ramène, en fin de compte, en Espagne — en Espagne comme partout — à une question religieuse.

Wladimir D'ORMESSON

## L'amitié franco-britannique

(Du JOURNAL DE GENÈVE du 11 juillet)

La dernière session du désarmement se déroula dans l'orage et se termina par l'embrassade franco-britannique. La vieille amitié était-elle à nouveau affirmée. Mais était-elle très solide? Tiendrait-elle au-delà de l'accord de procédure où des formules divergentes avaient découvert un mariage de raison? Le ministre des affaires étrangères de France, M. Barthou, s'était révéilé adversaire redoutable par son esprit dans les palabres, par une sorte de tradition vivace, une défiance qui est l'héritage de quelcun, ensevelies il est vrai dans un passé séculaire. M. Barthou ne sait pas l'anglais. L'occasion s'offrait, et elle fut saisie par les Britanniques, de faire connaître au ministre français l'Angleterre dans ce qu'elle peut offrir de plus attrayant, de plus brillant. M. Barthou fut donc invité. Invitation mettant le sceau définitif à une réconciliation complète.

L'amitié franco-britannique n'a plus rien de sentimental. La politique de nos jours n'obéit plus au sentiment, elle l'utilise. Elle prétend trouver son inspiration dans les faits seuls, dépouillés de toute valeur morale. Après vingt ans, malgré une expérience combien douloureuse et chère, on en revient à la *Realpolitik*. Les relations franco-britanniques, comme tout le reste, doivent se plier à cette inexorable loi.

L'amitié de la France et de la Grande-Bretagne devait sceller la paix de Versailles, la nouvelle charte territoriale de l'Europe. Mais c'était là une formule ambiguë et que Paris et Londres interprétaient diversement. Pour toutes deux, il s'agissait de sécurité, mais toutes deux n'étaient pas également menacées. La Grande-Bretagne, il ne faut jamais l'oublier, est un empire immense, éparpillé dans le vaste monde, exposé partout s'il ne possède le moyen de concentrer rapidement sur le point menacé, une force écrasante. L'apparition dans le domaine de Neptune des flottes américaine et japonaise crée des soucis nouveaux et multiples à l'Amirauté britannique. Celle-ci n'est plus maîtresse unique du royaume des eaux. Le souci de sa sécurité oblige donc l'Angleterre à rechercher le maximum de liberté d'action. Pas d'engagement, si possible, qui retienne et immobilise en quelque endroit de la planète, des forces qui, disponibles, empêcheraient toute menace de prendre corps ailleurs.

La position de l'Empire britannique est sans doute plus vulnérable en Grande-Bretagne que dans ses autres parties. Londres est une proie facile pour une aviation bien montée. C'est pourquoi le Foreign Office a depuis la guerre désiré mettre et garder la France dans son jeu. L'armée et l'aviation françaises, appuyées par les forces britanniques locales, devaient fournir à la Grande-Bretagne le minimum requis de sécurité. Contre-partie tacite, la flotte britannique garantissait à la France la sécurité absolue de ses colonies.

Cette attrayante équation ne saurait cependant jouer à moins que la France ne soit satisfaite. Cette dernière cherchant à engager Londres à fond dans une alliance, le Foreign Office s'est trouvé pris entre deux feux. Il donne à Paris le minimum possible, pour garder le maximum possible de liberté d'action. Mais il ne peut jamais jeter par-dessus bord la carte française.

Pour satisfaire la France, et en même temps apaiser la tension européenne, sir Austen Chamberlain signa Locarno. Sir John Simon a répété lundi encore, que Locarno restait pour lui une doctrine intangible. Le Quai d'Orsay ne donne pas à ce pacte une valeur absolue, parce que les Dominions n'y ont pas adhéré. On doute

en France que Londres veuille, le cas échéant, faire appel à ces Dominions, dont le principal refus a aidé lors de l'affaire de Tchank. On doute que le Foreign Office ose risquer le lien tenu qui unit à la métropole ses filles aujourd'hui majeures. Sir John aurait-il obtenu des Dominions des précisions nouvelles? Nous ne le croyons pas. Le souci français subsiste donc.

Pour rétablir l'équilibre qu'elle estime menacé, la France est allée fort loin chercher des contreparties. Le pacte d'assistance mutuelle avec Moscou en est la conséquence directe. Nous avons dit pourquoi une alliance franco-soviétique est une erreur, et ne saurait que mettre en péril la sécurité française qu'elle devrait sauvegarder. Le rapprochement franco-soviétique fut d'ailleurs amorcé il y a longtemps. Il est un héritage de M. Berthelot, qui dut quitter le Quai d'Orsay après la confiscation de la Banque Commerciale de Chine.

Londres voit sans enthousiasme les tentatives faites en Europe orientale par la diplomatie de M. Barthou. Si elles pouvaient amener sur le continent une détente suffisante pour que la France cesse de réclamer à Londres des garanties coûteuses sinon impossibles, le Foreign Office n'y verrait pas grand inconvénient. Il préférerait sans doute que quelque débiteur fasse enfin comprendre au Quai d'Orsay que son véritable intérêt est de regarder au-delà de la Manche.

Là s'arrête l'acquiescement britannique. La Grande-Bretagne est au surplus opposée à toute alliance, quel que soit le nom dont on l'affuble, unissant Paris à Moscou. Pour de multiples raisons. Londres tient à garder la France dans l'orbite britannique, afin que soit assurée la sécurité du Royaume-Uni. Si la France s'engageait ailleurs, elle risquerait d'être entraînée dans un système que la diplomatie de Londres ne peut contrôler. La République ainsi serait peut-être un jour dressée contre l'Angleterre. A tout prix il faut éviter cela. Car l'aviation française est supérieure à celle de la Grande-Bretagne. C'est l'une des raisons pour lesquelles on s'inquiète tant aujourd'hui de l'aviation en Angleterre.

Londres ne veut pas cesser d'être nécessaire à la France, elle entend conserver à Paris une influence précieuse. L'Angleterre ne veut pas être réduite à ses seules forces, à s'appuyer sur les seuls Dominions, à tendre les liens de l'Empire. Et on sait fort bien à Downing Street que lorsqu'il s'agit de sa sécurité continentale, les colonies ne comptent plus pour la France. Ces dernières ne peuvent donc guère constituer pour la Grande-Bretagne un moyen de pression sur Paris. On ne veut pas non plus, en Grande-Bretagne, de ces aventures orientales qui risqueraient de bouleverser l'Occident. On sait fort bien à Londres qu'il est l'état anxieux de l'U. R. S. S., et on verrait avec anxiété la France attacher son char à ce navire qui fait eau.

Londres s'inquiète enfin et surtout de la conférence navale de 1935. Elle veut éviter de s'engager jusque-là. Elle traitera donc avec les Français les choses en longueur. De là cette attitude passive, aimable et distante. On ne dit ni oui, ni non. A Genève, les commissions siègent, puis partent en vacances. On voudrait tant voir s'assoupir les dragons et les fantômes.

Ils sont là, cependant, prêts à surgir. C'est pourquoi le Foreign Office peut bien rester aujourd'hui au languoureux charmeur de serpents. Mais, n'en doutons pas, on ne prendra point en défaut sa vigilance. P.-E. B.

## Pourquoi la littérature française est universelle

(Du FIGARO)

Un jeune écrivain hispano-américain, M. Juan P. Ramos, nous explique pourquoi, dans un journal français de Buenos-Aires, LA VOIX DE FRANCE.

Mais d'abord il énumère les raisons pour lesquelles on s'étonne que la littérature française soit, après la grecque et la latine, la seule à posséder un caractère d'universalité. Car, en somme, notre technique littéraire n'est pas meilleure qu'une autre, notre langue n'est pas plus belle, notre lyrisme n'atteint pas des cimes particulièrement élevées, notre pensée ne descend pas à des profondeurs exceptionnelles. La perfection de style? Peut-être! Un Quevedo, un Gongora, pour ne citer que ces deux-là, mettent en poche tous nos artistes de l'écriture. Et quant aux sujets que nous traitons, ils sont presque toujours choisis dans le cadre étroit de la vie française... Alors? Alors, il est évident, n'est-ce pas? qu'en bonne logique la littérature française ne devrait pas être universelle. Et cependant elle l'est! Pourquoi?

Parce que, répond M. Ramos, « tout ce qu'un Français touche en matière littéraire est en relation directe avec les forces intérieures et extérieures qui sont les mobiles de l'homme dans ses relations avec la société et la nature. Il place l'être humain dans le courant du mouvement inhérent à la vie. Ensuite, il l'étudie comme une chose vivante, non comme une entité métaphysique... » Les écrivains étrangers, les anglais notamment, ne font donc pas de même? Comme c'est curieux! En effet, conclut M. Ramos, le Français ne se contente pas de décrire l'être humain ou de le peindre, mais il le juge aussi. C'est pour cela qu'il a créé une littérature dans laquelle prédominent les moralistes... Eh bien, j'ai justement cette idée que notre littérature de moralistes est universelle précisément parce que nos moralistes ne font pas de morale, parce qu'ils ne jugent pas, quoi que prétende M. Ramos, en tout cas parce qu'ils jugent avec indulgence, parce qu'ils se montrent à l'égard des humains faiblesses pleines de compréhension et de sympathie. Notre littérature est universelle parce qu'elle est essentiellement libérale.

Et le reste n'est que bouillie pour les chats. André BILLY.

Le passif du commerce extérieur allemand

Le bilan du commerce extérieur allemand est toujours passif. Ainsi, en juin, les importations se sont élevées à 377 millions de marks, tandis que les exportations n'ont atteint que 339 millions, soit un excédent d'importations de 38 millions de marks.

Le bilan du commerce extérieur allemand pour le premier semestre 1934 se solde par un passif de 216 millions de marks (importations, 2 milliards 302.000.000; exportations, 2.086.000.000).

Par rapport au mois de mai, les importations de matières premières en juin ont baissé de 14 millions, alors que les importations de produits alimentaires ont augmenté de 8 millions et celles des produits manufacturés de 3 millions.

## La Russie et l'Europe

(Du HAVRE-ÉCLAIR du 10 juin)

Sur l'échiquier politique, la Russie est une pièce d'importance. Elle pèse sur l'Europe de tout le poids de 120 millions d'hommes. Pourtant, elle ne tient pas, dans l'Europe de 1918, la place que la Russie des tsars a occupée de 1815 à 1917. Pourquoi?

La différence ne vient pas de la forme du gouvernement. La Russie communiste a suivi, en politique étrangère, les chemins tracés par la Russie des tsars parce que certaines nécessités permanentes lui imposaient les mêmes desseins. La Russie soviétique dispose même de moyens formidables que les tsars ne possédaient pas: la propagande révolutionnaire, le noyautage, le fédéralisme de l'U.R.S.S. qui reste ouvert à tous les Etats qui, avec la même forme de gouvernement, souhaiteraient s'y agréger. A certains égards, la Russie d'aujourd'hui apparaît donc plus redoutable que celle d'avant-guerre.

Si elle était nécessaire, au même degré que l'ancienne Russie, à l'équilibre et à la paix, ce n'est pas la nature de son gouvernement qui devrait nous arrêter. L'ancienne monarchie n'y regardait pas de si près qu'elle s'alliait avec Cromwell quelques mois après l'exécution de Charles Ier. François Ier, au grand scandale de la Chrétienté, introduisit les Turcs devenus ses alliés dans la politique européenne. Louis XIV cultivait aussi cette alliance et le bon La Fontaine chantait avec ingénuité:

*J'aime mieux les Turcs en campagne  
Que de voir nos vins de Champagne  
Profanés par les Allemands.  
Ces gens ont des hanaps trop grands,  
Mais ne clament d'autres verres.*

Mais prenons garde que, géographiquement, la Russie d'aujourd'hui n'est plus celle de 1914. La résurrection de la Pologne, la formation d'une grande Roumanie, l'indépendance des Etats baltes, naguère soumis aux Tsars, éloignent la Russie soviétique de l'Europe. Elle ne possède plus sur la mer Baltique, au lieu de la fenêtre largement ouverte par Pierre-le-Grand, qu'un étroit œil-de-bœuf, Leningrad, au fond du golfe de Finlande. La Russie soviétique s'est réassise; le transfert de la capitale à Moscou en est à la fois la conséquence et le symbole.

René PINON

## Les vrais maîtres de l'Allemagne

(Le FIGARO du 3 juillet)

Plus on réfléchit sur les événements qui se sont déroulés en Allemagne, plus on se persuade — malgré les énigmes, les contradictions, les incertitudes qui subsistent — que la véritable conclusion qu'il faut en tirer se résume en ces mots: La Reichswehr est désormais maîtresse de la situation.

Libre au Dr Goebbels de nous dire le contraire et de célébrer la victoire sanglante d'un régime « délivré » de ses entraves. Libre au Führer de dicter ses volontés aux troupes d'assaut « régénérées » et d'ailleurs mises en congé. Une chose est sûre: c'est que Hitler a lui-même démolit le prestige et l'autorité de ses milices. Donc il ne reste plus que la Reichswehr pour assurer l'ordre en Allemagne.

On s'en était toujours douté. Le fait aujourd'hui est avéglant. Avec le concours de Hitler, s'il s'y prête, sans lui, s'il faut en venir jusque-là, l'Allemagne est maintenant placée sous la dictature de son armée de métier. Telle est la réalité qui s'impose. C'est d'ailleurs dans l'ordre normal. Les événements du 30 juin n'ont fait que confirmer une loi à laquelle l'Allemagne est depuis longtemps soumise. La Reichswehr est entre les mains des Junkers — notamment des Junkers de l'Est — qui, de génération en génération, fournissent ses cadres. Or les Junkers n'ont cessé d'être les véritables maîtres de la politique allemande. Leur action s'est manifestée plus activement depuis que la crise économique secoue l'Allemagne et la plonge dans un état de révolution larvée.

Ce sont, en effet, les Junkers qui ont renversé Brüning — homme de confiance du maréchal — lorsque ce chancelier voulut exécuter la loi de « colonisation » dans l'Est qui menaçait les grands propriétaires terriens dans leurs biens. Ce sont eux qui ont renversé le général von Schleicher lorsque ce dernier reprit les projets de Brüning et laissa se divulguer le fameux scandale de l'« Osthilfe » (secours aux propriétaires de l'Est) qui a joué un rôle dont on ne soupçonne pas l'importance dans l'évolution de la politique allemande depuis trois ans. Ce sont eux qui ont obligé Hitler lui-même à capituler, il y a juste un an, lorsque le vieux maréchal fit venir son bouillant chancelier à Neudeck et exigea — et obtint — de lui une renonciation complète à ses projets de partage des terres dans l'Est. Dès que leurs intérêts personnels sont en jeu, les Junkers deviennent intraitables. Le prince de Hohenlohe disait d'eux: « Ils laisseraient le Reich aller au diable plutôt que de sacrifier une parcelle de leurs intérêts personnels ». Treize mille familles gouvernent ainsi la Prusse — et le Reich. On ne saurait rien à la politique allemande si l'on n'a pas cette clef.

Or les Junkers ont quatre griefs contre Hitler. Ils lui reprochent:

- 1° Sa politique vis-à-vis de la Pologne — car ils ont la haine et le mépris des Polonais;
- 2° Sa politique unitaire qui tend à placer la Prusse — scandale des scandales! — sur le même pied que les autres régions d'Allemagne et à la déposséder de sa souveraineté;
- 3° Ses milices. Car rien n'exaspère les

Autrefois, quand, de Paris, on regardait vers l'Est, on voyait l'empire allemand et l'empire des Habsbourg, et puis, au-delà, l'immense Russie, de la Vistule au Pacifique. Les combinaisons étaient simples. La France qui, pour dominer l'éternel péril germanique, a besoin d'un contre-poids à l'Est de l'Allemagne, trouvait la Russie toute seule. Aujourd'hui, il y a d'abord la Pologne et la Roumanie; elles occupent cet isthme Balte de la Mer Noire qui est la vraie limite géographique de l'Europe; au nord seulement commence la Russie. D'où complications et possibilité de combinaisons variées.

Donc attention! Quand on nous parle d'alliance avec la Russie, ce n'est plus une Russie qui touche à l'Allemagne et à l'Europe Centrale, mais la voisine de nos amis et alliés polonais et roumains. La politique française, favorisée par les dangereuses agitations du racisme, a obtenu, en ces derniers mois à Moscou d'excellents résultats. C'en est fini de la politique de Rapallo. La Russie ne sera plus l'arsenal du Reich. En même temps que la France et la Russie se rapprochaient, la Pologne et la Roumanie, aussi, passaient des accords avec la Russie: détente générale. La menace allemande a fait son effet. La Russie va sans doute, à l'automne, occuper à Genève la place laissée vide par l'Allemagne; elle s'articulera de nouveau à l'Europe, ce qui ne saurait manquer de l'embourgeoiser quelque peu.

Mais convient-il d'aller plus loin? Nous ne le croyons pas. Il faut en tout de la mesure et du tact. C'est ce qu'ont oublié certains « savants » français dans leurs louanges hyperboliques à l'égard des bolchevistes. Il y a d'abord à régler, avec la Russie, la question des anciennes dettes. Et puis la propagande communiste reste un danger. Qui dit alliance dit choix; tout choix blesse ceux qui n'ont pas été choisis. Il arrive que, pour gagner un allié peu sûr, on s'allie avec des amis certains. Donc, détente en Europe orientale, acclimatation progressive de la Russie en Europe, garanties de paix, précautions contre les ambitions frénétiques du racisme: c'est bien. C'est assez.

René PINON

## Si les loups sortaient des bois

(De la NATION BELGE du 10 juillet)

Depuis le renforcement des défenses de l'Est français, l'Allemagne n'a guère d'autre moyen d'atteindre son éternel adversaire qu'en traversant la Belgique.

On en conclut souvent, et même des discours officiels portent la trace de cette opinion, que le seul danger de guerre qui plane sur la Belgique résulte de l'existence de la grande voie d'invasion que la Meuse et la Sambre tracent en direction de Paris. C'est là cependant un jugement trop simpliste, et, dans l'intérêt national, il est nécessaire d'y apporter quelque correctif. Il a vraisemblablement sa source dans les événements de 1914 et dans la croyance qu'une guerre de l'avenir verrait une reproduction plus ou moins fidèle des manœuvres stratégiques du passé.

Or, à l'heure actuelle, rien n'est moins certain. En 1914 l'Allemagne voulait engager une lutte à mort avec la France et l'atteindre au cœur dans le minimum de temps. Tous les atouts étaient dans son jeu. Elle avait prémédité son action. Son armée était supérieure à celle de sa rivale. Ses plans stratégiques étaient meilleurs que ceux de sa Joffre.

La campagne débuta par des succès foudroyants. Et malgré tous ces éléments de succès le puissant Empire de Guillaume II ne put atteindre le but. C'est que les guerres d'aujourd'hui mettent en œuvre toutes les ressources de la nation et que le formidable réservoir d'énergie que constitue un grand pays comme la France ne peut être tari en quelques semaines.

Or, aujourd'hui, les éléments favorables de jadis ont disparu et le rapport des forces en présence s'est complètement modifié aux dépens de l'Allemagne.

Malgré le réarmement de celle-ci, l'armée française reste de beaucoup supérieure aux légions d'Hitler. Pendant plusieurs années, le Reich a pu espérer que grâce aux gouvernements falots du cartel, le moral français s'affaiblirait de plus en plus et que, découragés, les appuis extérieurs sur lesquels comptait la République se déroberaient l'un après l'autre.

Le redressement remarquable qui s'est produit depuis quelques mois a anéanti ces espérances. La France consolide activement sa défense nationale. Elle a raffermi et resserré ses alliances et même au-delà du Détroit, il y a des signes fort apparents d'une renaissance de la collaboration britannique, face aux menaces d'Outre-Rhin.

Malgré la fièvre de réarmement qui la brûle, il est certain que l'Allemagne n'est pas à même de conduire actuellement une guerre offensive sur plusieurs fronts, comme elle l'a fait il y a quelque vingt ans. Elle ne tarderait pas à s'éfondrer irrémédiablement sous des efforts qui dépassent considérablement les ressources dont elle dispose. Une guerre poussée à fond contre la France, jusqu'à la mise hors de combat d'un des deux antagonistes, se terminerait inévitablement par la défaite de l'agresseur germanique. C'est un fait dont les militaires d'Outre-Rhin se rendent certainement compte. Ils savent mieux que personne qu'à des moyens limités doivent correspondre des buts limités, tels que la Sarre, la Belgique ou l'Autriche.

D'autre part, les événements sanglants qui viennent de se dérouler dans toute la Germanie sont les signes non équivoques de convulsions prochaines, dont les répercussions intérieures et extérieures sont imprévisibles. Quand des gouvernements, pour se maintenir au pouvoir, n'hésitent pas devant l'assassinat politique, patentaient dans la boue et le sang et étaient cyniquement aux yeux du monde indigné des meurtres de Bas-

Empire, il est bien évident qu'ils ne recueilleraient pas davantage ni devant la guerre, ni devant les moyens les plus sauvages de la conduite.

Or, quand on feuillette l'histoire de la Belgique, on constate presque à chaque page que c'est pour lui-même que notre pays a été l'objectif de nombreuses invasions. Ce n'est qu'exceptionnellement que nos provinces ont été foulées aux pieds, pour répondre à des mobiles uniquement militaires.

Pendant des siècles, les monarchies plus puissantes ont convoité les Pays-Bas et ce sont les campagnes incessantes, nées de leur ambition, qui ont ruiné nos cités et nos champs. Souvent aussi, nos souverains d'Espagne et d'Autriche ont considéré leurs provinces éloignées du « plat pays » comme un gage précieux que, certes, ils disputaient à leurs rivaux, mais qu'ils étaient prêts à monnayer contre d'autres territoires plus à leur convenance.

Jusqu'à 1815, la Belgique n'a cessé d'être considérée tantôt par l'une, tantôt par l'autre grande puissance, comme une proie ou comme un gage de grande valeur et, au cours de la dernière guerre encore, l'Allemagne, dont l'étoile palissait, s'est efforcée de négocier au mieux de ses intérêts, le beau territoire où elle campait encore en vainqueur.

Certes, l'existence de la grande voie d'invasion de la Meuse conservera dans l'avenir toute l'importance militaire que lui donne la géographie; mais elle ne doit pas faire négliger les autres dangers que mettent en lumière les leçons de l'histoire.

L'Allemagne d'aujourd'hui est trop faible pour songer à battre la France en un seul élan; mais si elle prémédite son coup et parvient à le réaliser par surprise et avec soudaineté, elle est à même de submerger notre pays en moins de quinze jours, en tournant Liège. Alors, retranchée dans notre pays, incurtée dans son sol, elle peut s'y rendre pratiquement inexpugnable.

Son aviation tient l'Angleterre sous une pression constante, tandis que son armée occupe sur le flanc de la France une base d'opérations d'une valeur inestimable.

L'Angleterre serait-elle disposée dans cette éventualité à lever, comme jadis, d'innombrables contingents au risque de se ruiner? La France voudrait-elle sacrifier sa jeunesse pour chasser, tranchée par tranchée, les Allemands de notre pays, en transformant inévitablement celui-ci en un désert jonché de ruines?

Où bien au contraire, l'Allemagne ayant acquis à peu de frais un gage de grande valeur, ne le rétrocéderait-elle pas au prix d'un palpable bénéfice, dont nous serions vraisemblablement appelés à faire les frais, sous l'une ou l'autre forme?

Nous ne sommes pas à même, avec nos seules forces, d'écarter ce risque. Pour nous assurer contre lui, il n'est pas d'autre moyen qu'une entente militaire étroite et susceptible de jouer instantanément.

Il faut prévoir l'éventualité où les loups faméliques et furieux sortiraient des bois. Il faut sortir de l'isolement, même s'il n'est que momentané.

Nous n'ignorons pas les inconvénients d'associer un petit pays à un grand. Mais actuellement se révèle clairement pour la Belgique, dans le domaine militaire comme dans le domaine économique, deux problèmes essentiels: se défendre et vivre.

La lutte militaire n'a pas commencé; mais la guerre économique est en plein développement et devient chaque jour plus âpre.

Peut-on espérer qu'isolé, un petit pays dispute avec succès ses débouchés à de

Lt-Colonel C. REQUETTE

CACHET canadien-français

UN CACHET! Qu'est-ce, au fait? Un sceau sur une lettre précieuse, un air sur une physionomie, une allure dans la démarche, un quelque chose qui fait s'écrier: Quelle personnalité!

Un cachet, c'est ce que je ne sais quoi d'impalpable, de mystérieux, d'exprimable qui imprime à un site, à un pays, à un peuple, sa dominante souvent harmonieuse, parfois fautive, révélatrice toujours de la qualité d'âme des individus et de la tonalité des lieux.

Ainsi riche d'une pauvre définition de mots, je suis partie à la recherche du cachet canadien-français. Je l'ai trouvé. Où? Vous avez hâte de savoir? Eh! bien! là, au détour de la route. Un jeune érable vert s'y épanouissait dans l'été rayonnant.

L'érable n'offre pas qu'un symbole, une effigie nationale, c'est un produit de chez nous, germé en sol canadien, nourri de la terre natale, élevé par l'habitant du pays. Il ne se transplante guère. On ne le retrouve ailleurs qu'à titre de rareté.

L'érable est notre arbre dont la sève représente une nourriture, et la montée vers la lumière, une leçon de perpétuel rajeunissement.

Prier, chanter avec la brise aérienne, Et l'âme du terroir et l'âme des aïeux; Et puis, se souvenir afin qu'on se souvienne,

Voilà par quels devoirs l'on grandit jusqu'aux cieux! (1)

Mais ce sont tous « nos bois qui chantent » ainsi. Je la connais mal notre forêt canadienne. Je ne saurais la définir scientifiquement. Toutefois, je reconnais son réveil printannier, je comprend le murmure confus des nids de juin dans les ramures, je sais la beauté sournoise de son dépouillement automnal. Le poème cyclique de notre forêt se déploie de façon très caractéristique, bien distincte de celui d'une forêt étrangère. Française même, celle de Ville d'Avray, par exemple, où j'ai vu « arriver » le ravissant printemps de France et mourir un automne féérique.

Puis notre flore à laquelle de jeunes naturalistes, — enfin! — tentent d'arracher les secrets de ses beautés et de ses effluves, et que nous ignorons trop, nous, les moins jeunes et les plus vieux, ne possédons-telle pas, dites, nos coloris et ses formes définies, ses propriétés essentielles, ses parfums spécifiques?

Et « nos animaux chez eux », et « nos champs et nos rives », et nos monts et nos plaines, notre climat, qu'ouï!!! (dans son sens le plus large) ne constituent-ils pas le cachet d'ensemble, le général, l'omniprésent, celui qui nous enveloppe de couleur locale? Et dont l'influence pourtant profonde demeure insoupçonnée.

Cependant, il existe un cachet canadien-français tenant plus des personnes et des choses, que des lieux et des lieux. Celui que, sans préjugés, ni partis pris, ni fanatismes, nous devrions mieux connaître et conserver davantage.

Le style de nos vieilles maisons le révèle encore. Tout le long du Québec français, nous la retrouvons la petite maison grise ou blanche avec son comble avancé, ses fenêtres à double battant, sa galerie « tout le tour » où règne la bergère traditionnelle et la légendaire catalogue. Quelques rues anciennes de nos villes en possèdent aussi, de plus vastes, en pierres solides, au toit à la Mansart. Chacune, la rurale et la citadine parlent de bonheur serein, d'héroïsme obscur et de sain patriotisme. Hélas! nous oublions de les écouter. Ce sont ces maisons-là, et leur âme de lumière et de paix, qu'il faudrait remettre à la mode, en adaptant leur formule première à nos besoins actuels...

Mais plus que nos maisons, notre parler et notre foi proclament le miracle canadien. Notre parler aux mots savoureux, à l'intonation sonore, ce parler qui, de la ville à la campagne, diffère, clair langage de France sur lequel a passé la rigueur de la lutte et du froid, le faisant, peut-être, moins affiné et plus âpre, mais non moins expressif de la jeune pensée canadienne française. Il faut la garder cette langue des aïeux, l'enrichir, l'épurer, sans nécessairement tomber dans la manie de l'accent français exagéré, la manie chère à l'Anglais du « Parisian French ».

« En parlant bien sa langue, on garde bien son âme ». Alors dans les milieux où un certain conservatisme routinier ne l'a pas affaibli, obscurci, ou un certain faux libéralisme moderne, atteinte, sinon détruite, notre foi s'avère, elle aussi, dans sa fraîcheur et sa vigueur même, bien significative de l'âme haute et forte de notre nation; cette nation canadienne française, dont les individus évidemment, attestent le mieux la pérennité.

Ah! le type canadien! Il faudrait plus qu'un cœur aimant et des paroles sincères quoiqu'inhabiles, pour en broser un portrait fidèle et émouvant! Il semble si complexe dans sa simplicité même. Tant d'éléments perturbateurs, d'influences sérieuses, d'indéniables trahisons en masquent la vraie figure!

Cependant il se dresse bien en plan, robuste et alerte, patient et digne, au

(1) Les Rapailloges, de l'abbé L. Roux.

milieu de sa terre de labour, notre « habitant » canadien, dont la finesse roublarde du sourire et de l'esprit confond artistes et profanes.

Il domine toute la côte de son étonnante philosophie et de son accord avec le ciel et la mer, notre pêcheur silencieux.

Ils redisent notre soif de justice, notre goût de culture, notre réveil national et notre renouveau catholique, nos professionnels, nos industriels, nos maîtres, nos artistes, nos écrivains, nos « jeunes 20ème siècle » qui, croyant encore à la Beauté, dans leur sphère respective, travaillent à son triomphe définitif.

Mais, l'âme même du pays reste la femme canadienne. « C'est elle qui assure la solidité du peuple » d'après Lucien Romier.

La chère aïeule canadienne revit, enveloppée de tout un ensemble « fait de passé et de présent où les regrets ressemblent à des souhaits, où tout n'est que promesse de bonté ». Lequel de nous n'en a rencontré une sur son chemin, qui ne possédât le mot bienfaisant avec quoi on se refait du bonheur, on retrouve des raisons de croire et d'espérer?

Survit aussi la maman canadienne, celle de la ville et celle de la campagne, la vraie, pour qui c'est un heureux devoir d'aimer fidèlement son mari, d'avoir des enfants, de fortifier sa pensée et sa volonté, d'être vaillante et joyeuse, de comprendre son temps et de compter sur l'avenir.

Puis sur le vieux fonds séculaire de nos qualités d'âme comme de nos défauts de logique, la jeune fille apparaît à son tour, élégante et dégagée d'allure, d'un modernisme nuancé, d'une latinité ancestrale franchement tempérée de réalisme anglais. A certains esprits « bon vieux temps » elle semble une invention hétéroclite, alors que pour les intelligences ouvertes, elle se révèle une force neuve, un idéal nouveau, différent, c'est sûr, de celui des siècles antérieurs, — voire même d'il y a cinquante ans — mais plus « attachant », selon l'expression de son Eminence le Cardinal Verdier, « parce qu'il est (cet idéal féminin) plus explicitement orienté vers la conquête ».

Cachet canadien-français, que tout cela. Ce « tout » lumineux s'estompe peut-être devant des mirages flamboyants, de trompeuses apparences. Toutefois il est bel et bien une réalité vivante. Il existe, sans histoire, un peu à la manière des « gens heureux », dans le fraternel mystère de la nature, dans le recueillement intime des cœurs et dans la vivifiante atmosphère des foyers.

Parce que l'on ne nous a pas appris à regarder, nous oublions d'admirer. Parce que nous ne voulons pas aimer ou que nous aimons mal, nous ne possédons pas bien le sens des valeurs. Parce que nous ne savons pas « voir beau » et « faire grand » comme disaient les artisans du Moyen-Age, nous ne comprenons pas la noblesse de notre destinée.

Ainsi, nous vivons dépouillés des joies inédites et multiples que nous offrent les splendeurs de notre pays, les richesses de notre terroir, les discrets accords de notre vie nationale.

Est-il besoin de le dire? Le cachet canadien-français, comme tout espèce de charme réel, ne se révèle qu'aux amoureux fervents, aux admirateurs sincères, aux chercheurs attentifs.

Berthe DELISLE

Docteur Tancrède Asselin, chirurgien-dentiste, 5064, avenue du Parc, près rue Laurier à son bureau de 9 h. à 6 h. sur rendez-vous. Tél.: DO 3087.

Le chef de l'économie allemande est relevé de ses fonctions

M. Kessler, qui avait été nommé, il y a quelques mois, chef de l'économie allemande, a été relevé de ses fonctions. La révocation de M. Philip Kessler paraît avoir une certaine importance.

Les communiqués officiels annoncent qu'un règlement définitif de l'économie interviendra prochainement, et qu'en attendant, le comte von der Goltz est nommé « Führer provisoire » de l'économie allemande.

Il convient d'ajouter que les attributions de cette charge n'ont jamais été définies d'une manière précise.

Pour avoir parlé irrespectueusement d'Hitler

Le tribunal spécial de Breslau a condamné à un an et neuf mois de prison un employé qui avait fait, dans une conversation avec des collègues, des observations irrespectueuses sur le chancelier au sujet des événements du 30 juin.

La duchesse de Guise à Liesse. Fidèle aux traditions de la Maison de France, qui a toujours honoré d'une dévotion particulière Notre-Dame-de-Liesse (Aisne), la duchesse de Guise a fait, au début de juillet, un pèlerinage au célèbre sanctuaire, dont on fête, cette année, le huitième centenaire.

LE THÉÂTRE «La Banque Nemo» et «Topaze»

On se réjouit du fait que Montréal verra le film La Banque Nemo avant Paris. Comme tant d'autres films, La Banque Nemo a d'abord été une pièce. Cette pièce, qui est de Louis Verneuil, a connu un grand succès à Paris, au théâtre de la Michodière, où M. Victor Boucher l'animait de son grand talent. Elle a tenu l'affiche une saison entière, de l'automne 1931 à l'été 1932. C'était naturellement, avant le scandale Stavisky. Les événements récents lui ont donné un renouveau d'actualité. On en a tiré un film... mais il est survenu tellement de choses depuis que le rideau s'est baissé pour la dernière fois sur la pièce que la censure fait au film le même sort qu'à Coriolan.

Le film ne sera pas présenté en France. On en permettra toutefois l'exportation, Montréal et Bruxelles verront La Banque Nemo où M. Victor Boucher reprendra son rôle de Lebrèche.

Cependant on laisse projeter le film tiré de Topaze qui n'est pas moins cruel pour les politiciens. Que voulez-vous, quand la censure s'ébranle pour des raisons politiques, elle a des raisons que la raison ne comprend pas toujours. Topaze fustige la gabegie des conseillers municipaux. La Banque Nemo fait le procès des parlementaires. Il y a en particulier dans cette pièce une scène qui donne une idée assez peu flatteuse de la façon dont on délibère dans un conseil de ministres, une scène où l'on voit les membres d'un cabinet préoccupés par tout autre souci que l'intérêt de l'Etat. La censure française serait-elle plus dévouée aux ministres qu'aux conseillers municipaux?

La Banque Nemo invite naturellement à la comparaison avec Topaze. Comme Topaze, Lebrèche, personnage central de la pièce de Verneuil, s'élève rapidement de la « purée » la plus complète à la puissance presque absolue du financier qui tient les politiciens dans sa main et les fait « marcher » à sa volonté. Quand Pagnol a fait jouer Topaze, il avait peu écrit pour le théâtre tandis que La Banque Nemo est quelque chose comme la quarantième pièce de Louis Verneuil. C'est dire qu'en écrivant sa pièce, après Pagnol, Verneuil avait une longue expérience, connaissait à fond la technique du théâtre et tous les trucs du métier, tandis que l'auteur de Topaze n'avait ni cette longue expérience, ni

un chef-d'œuvre antérieur au moins connu sinon imité. Il suit que l'œuvre de Verneuil paraît beaucoup plus puissante qu'elle n'est en réalité, le métier appuyant l'idée, la suppléant au besoin, enchaînant les scènes, nouant et dénouant les situations, faisant aller et venir les personnages avec une rapidité qui empêche le spectateur de réfléchir et de faire la part du factice et celle de la « substantifique moëlle ». Dans Topaze, au contraire, la substance est tout et la part de l'habileté est minime.

Mais la différence essentielle entre Topaze et La Banque Nemo, c'est dans la psychologie des deux personnages principaux qu'on la trouve. Autant Topaze est humain, réel, autant Lebrèche est artificiel, inexistant. Tout l'intérêt de Topaze ne se trouve pas dans la réussite du personnage, mais dans la lutte, ou, pour reprendre un mot qui vient de faire fortune, dans la tempête qui se livre sous son crâne. Topaze, c'est un Jean Lueger à rebours qui lutte contre sa conscience et cherche à la dominer, à l'éteindre. C'est là que se trouve l'intérêt central de la pièce. Topaze, foncièrement, naïvement honnête dans une société perverse et au milieu de circonstances qui le poussent sur une mauvaise pente, suit une lente évolution: il commence par ne pas comprendre, cherche ensuite à ne pas comprendre, en vient à comprendre tout à fait mais en conservant une faculté de s'indigner et de se scandaliser: s'effrite peu à peu jusqu'à s'annihiler... seulement au dernier acte. Lebrèche n'a rien d'humain. C'est l'escroquerie fait homme. Sa destinée se dessine dès le début et se développe en droite ligne: à sa première apparition en scène, vendeur de journaux sans le sou, il roule tout le monde avec une habileté consommée, ce qui fait deviner avec certitude ses succès à venir. Dès ce moment, La Banque Nemo n'est plus qu'une comédie de situation doublée d'une facile satire des mœurs contemporaines. Tandis que Topaze, outre qu'elle est tout cela à la fois, est une profonde et fine analyse de caractères qui la classe avec les grands chefs-d'œuvre de la littérature dramatique. On aura oublié depuis longtemps La Banque Nemo que Topaze restera encore bien vivant.

Georges LANGLOIS

Dialogue avec un Juif de Vienne

(De la NATION BELGE du 11 juillet)

Ce Juif est un vieux journaliste viennois, « à vécu » à Paris de longues années, au temps de l'affaire Dreyfus, comme l'hébreu Wolf. Il m'entraîne dans son cabinet, semblable à un cabinet d'alchimiste, sauf que les dossiers et paperasses y remplacent les cornues et les alambics. Lui-même avec son fin profil d'oiseau déplumé, paraissait s'enfoncer pour toujours sous leur amas.

— Ce pays vous paraît bien intolérant, commença-t-il, à vous qui êtes habitué à la discrétion classique des pays libéraux. N'oubliez pas que tout Autriche est tenu de déclarer à l'Etat s'il est d'une religion et de quelle religion. Il en a toujours été ainsi et le régime socialiste n'a pas interrompu cette tradition. Ainsi, il y a un an encore, l'ouvrier viennois pressé d'obtenir des avantages pratiques du Rathaus se déclarait sans ambages « gottlos ». Sans religion, on arrivait beaucoup plus vite. Ceci pour vous dire qu'un Juif autrichien n'a pas le choix. Il reste marqué du sceau de la race.

Je lui fit remarquer qu'en aucune capitale je n'avais vu tant de Juifs qu'à Vienne, que nulle part, on ne les laissait si tranquilles, mais que l'antisémitisme paraissait se manifester surtout contre les Juifs nouveau-venus, ceux de la guerre et de l'après-guerre. Mon interlocuteur sourit d'un air sceptique:

— Oui, mais ne pensez pas que l'antisémitisme soit une importation nazi. Le gouvernement actuel tient à faire une politique antijuive. Dans le fond, le chancelier n'est pas antisémite et il est d'accord avec le cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, lequel ne nous marchandé pas sa bienveillance. Néanmoins, nous n'aurons bientôt plus un seul fonctionnaire juif, jamais un officier, rarement un professeur. On n'imagine pas un ministre juif. Il nous reste alors les professions libérales, le commerce, grand et petit, et les emplois de bureau. Jamais le travail manuel, qui nous répugne. Et comme nous sommes, à Vienne, 201.000, vous comprenez que nous prenons de la place.

Ce disant, il s'enfonça un peu plus dans son fauteuil. Il ne prenait plus de place du tout.

— Vous voudriez savoir, ajouta-t-il, comment nous, Israélites, pouvons fournir à la fois des chefs au socialisme, et des magistrats à la haute banque. C'est vrai. Nous nous mouvons avec une égale facilité sur ces deux plans. Otto Bauer est Juif et Rothschild aussi. Entre les deux, pendant quinze ans, s'est poursuivie ici une guerre à mort. Vous chrétiens, possédez des démocrates et des autoritaires, qui s'interdisent, au moins en principe, la haine de classe. Le Juif peut traquer l'autre Juif comme une bête fauve. Bauer est en exil et Rothschild est ruiné. Ils ne se pardonneront jamais. Le père Marx, qui sortait du ghetto de Trèves, voyait le monde en vrai Israélite. Pour lui, l'humanité serait un jour un grand prolétariat dressé contre un grand capitalisme concentré. En effet, aux deux bouts de cette courbe, les Juifs ont agi avec un égal succès. En février dernier, les deux camps se sont tirés des coups de canon, et c'est un chancelier Dollfuss, un petit catholique de Basse-Autriche, qui a tout réglé. Ah! le socialisme nous ajouta un vilain tour. Il eût préféré s'allier aux nazis qu'à M. Dollfuss, au

jour'hui, le voilà écrasé, et M. Dollfuss est seul à lutter contre les nazis.

Il s'enveloppa d'un nuage de fumée de cigarette. Je lui demandai hardiment quels étaient ses pronostics. Il soupira:

— C'est très difficile. Il est certain, par exemple, que le national-socialisme connaît maintenant, en Allemagne, une grave crise intérieure. Pensez-vous que cet affaiblissement ralentira le zèle des nazistes de par ici? Pas du tout. C'est que l'hitlérisme de Vienne n'est pas une doctrine. C'est seulement une détermination fataliste et haineuse des nombreux mécontents du régime. Le naziste est un inadapté social. Vous me dites que le Viennois n'aime pas le racisme. Il pourrait l'aimer un jour. Il y a vingt ans, du temps du bourgmestre Lueger, l'antisémitisme était beaucoup plus développé à Vienne qu'à Berlin. Les catholiques viennois se montrent aujourd'hui très tolérants. Ils ne l'ont pas toujours été... Lueger s'entendait au mieux avec les anciens Juifs, les grands, presque tous baptisés, et devenus si bon Viennois que jusqu'aux refrains des innombrables bals-musettes où l'on boit le vin nouveau sent souvent d'eux. L'empereur François-Joseph, très habilement, baronnait tous ces Juifs-là, comme en Angleterre on donne la paire à des socialistes. Le plus remarquable de ces messieurs était le comte d'Aerenthal, ministre des Affaires Étrangères. Mais alors sont venus nos frères des Carpates, nos frères chassés par les pogroms de Russie, nos frères pouilleux, enfin un tas de frères à qui tous les moyens d'arriver étaient bannis, et qui nous ont causé beaucoup d'ennuis. En même temps les grands Juifs essayaient une politique de grands magasins du type Tietz, ce qui hérissera tous les innombrables petits magasins de Vienne, et Karl Lueger qui appuyait son immense popularité sur les classes moyennes, Karl Lueger, ce bon chrétien social, inventa une formule qui depuis lors a fait un certain chemin. Il inventa la clause d'Aryanisme. Vous savez qu'à la même époque vivait ici un ouvrier peintre en bâtiment. Il quitta Vienne, aigri et furieux, emportant avec lui au moins un enseignement de Lueger, la clause d'Aryanisme. Cet ouvrier s'appelait Adolf Hitler.

Mon interlocuteur parlait sans s'emballer, avec une maîtrise de ses mots qui m'étonnait:

— Et puis... Et puis... Les Rothschild de Vienne ne sont plus rien. Jadis nous étions riches. Maintenant nous ne sommes plus. On disait toujours qu'il était dangereux de se mettre les Juifs à dos. Maintenant ce n'est plus vrai. Nos banques ont sauté comme les autres. On peut très bien se passer de nous... Ce que nous allons faire? Attendre... Il y a trois sortes de Juifs à Vienne: les sionistes, généralement libéraux et qui rêvent d'un exode en Palestine, les nationaux, qui songent sincèrement à se faire Autrichiens pour toujours, enfin ceux qui songent uniquement à leurs affaires, et ce sont de loin les plus nombreux. Ceux-là s'inscrivent aujourd'hui dans les Heimwehr et au Front patriotique. On verra. Nous ne pouvons pas aimer le gouvernement Dollfuss. Il pratique un nazisme poli et courtois. Cependant nous respirons. Nos

POTINS DE PARIS Paris en été

La chaleur a donc battu tous les records et depuis plus d'une semaine la principale préoccupation de tout Paris est de consulter les thermomètres et les pronostics de l'Institut Météorologique.

A part les marchandes de glaces, les piscines et les restaurants des environs de Paris, ce sont les pêcheurs à la ligne qui se réjouissent le mieux de la canicule. En effet la chaleur tropicale a tué des milliards de poissons de la Seine qui servent de capture facile aux nombreux pêcheurs, même d'occasion, qui les guettent du matin au soir sur les divers quais du fleuve. Rien d'étonnant à ce que, par une température pareille, le public montre peu d'empressement d'aller au théâtre et au cinéma même quand les salles sont aérées.

Cependant, le propriétaire d'un des théâtres des grands boulevards a eu l'ingéniosité d'afficher une pancarte ainsi conçue: « Ici à l'entr'acte tous les spectateurs reçoivent une superbe glace absolument gratuite. » Et on a vu, en effet, à l'entr'acte, de gracieuses ouvreuses distribuer des glaces non seulement aux « cochons de payants », mais même à quelques badauds qui, en bons resquilleurs, ont réussi à se faufiler dans la salle ou dans les couloirs.

Les coulisses du cinéma

UN livre paraîtra d'ici peu qui fera couler sans doute beaucoup d'encre et suscitera un intérêt égal auprès du grand public comme auprès des connaisseurs. Son auteur ne sera autre que le fameux metteur en scène Farkas, le réalisateur de « La Bataille ».

Sous l'aspect d'un simple roman, ce livre sera une satire cruelle du monde du cinéma. Il relèvera le voile sur d'innombrables secrets de métier que l'immense majorité du public ignorait jusqu'ici. On y verra entre autres, l'histoire tragico-comique d'un roman de M. Claude Farrère qui subira au cours des pourparlers financiers qui précèdent malheureusement le premier tour de manivelle d'un film tant de transformations qu'on finira non seulement par ne plus reconnaître, mais par le vendre pour un autre film, le sujet du premier n'ayant plus rien à faire avec celui de l'auteur de « La Bataille ».

Charlot contre Napoléon

UNE fois de plus on parle de cette fameuse idée fixe de Charlot d'incarner à l'écran le rôle de Napoléon. Cette fois, il s'agirait de jouer le rôle principal d'un film tiré de la célèbre pièce de M. Bernard Zimmer, « Le pauvre Napoléon ». Charlot qui a entendu parler du succès un peu bruyant de cette comédie lyrique à la Comédie Française l'a fait traduire exprès en anglais: Les pourparlers qu'elle a avec l'auteur actuellement à Hollywood ont abouti aux meilleurs résultats et l'on dit que dès la saison prochaine le plus grand comique américain se mettra à la réalisation de son projet.

A ce propos peu de gens savent que lors de la visite de Chaplin à Paris, il y a quelque deux ans, un de ses premiers chemins l'ont amené au Dôme des Invalides pour voir le tombeau de l'Empereur. Pendant les journalistes ne lâchaient leur fameuse victime ni jour ni nuit ont vite dépisté l'objet de l'excursion de Charlot et quelques minutes après toute une armée de photographes et de reporters se rangeaient devant l'entrée du dôme

frères de Berlin ne respirent plus. Et cependant... Il se leva pour me reconduire et affirma avec une douceur voulue et concentrée:

— Et cependant j'aime mieux vous dire que j'ai toujours été pangermaniste. Si on nous avait laissés, en 1919, nous joindre à l'Allemagne, tout ceci ne serait pas arrivé. Nous faisons un Anschluss sans Hitler. Les socialistes le réclamaient passionnément, et ils avaient raison. Dieu sait si la Prusse nous a fait cruellement souffrir. Je suis de ceux qui croient que Prusse et Autriche ne devaient faire qu'un, et j'en rêve encore.

— Le vieux Adler, le Vandervelde autrichien, était un Allemand de Bohême, et affilié dès le début au parti national allemand. L'Allemand, Hitler ne gagne rien à le nier, est la langue naturelle du Juif, et le yiddish des ghettos est un patois franco-nien. Aussi le socialisme viennois, dirigé presque uniquement par des Juifs, a toujours été grand allemand. Je ne suis pas socialiste, mais je crois, comme Adler, que la Grande Allemagne est la partie idéale du judaïsme en Europe comme elle l'a été du marxisme. Quand le vieux Mond fut fait lord Melkett par le Roi d'Angleterre, il parlait anglais avec un tel accent de Francfort, que le Roi avait peine à le comprendre. La langue allemande sera toujours la grande langue des Juifs...

Je lui sus gré de sa franchise. Son profil de vieux choucas se dessinait à contre-jour. Il me parla de la Belgique en connaisseur, et de M. Vandervelde, qu'il avait connu et admiré. C'est un Juif pur sang, et un Viennois pur sang. Je le laissai rêver. Il revint à la Grande Allemagne. Même lui.

Ch. d'YDEWALLE

En vous assurant dans La Sauvegarde, vous protégez votre famille contre les éventualités de la vie, tout en suivant l'adage de Cartier: « Travaillons pour le maintien de nos institutions. » 152 est, rue Notre-Dame, à Montréal.

POTINS DE PARIS

pour fixer pour l'immortalité et pour la presse mondiale la visite faite par Charlot à Napoléon. Quand un des secrétaires de l'ambassade américaine de Paris qui l'accompagnait dans tous ses déplacements lui annonça l'approche des journalistes, le grand artiste devenait aussi pâle que s'il avait été question d'un policier venu pour l'arrêter. « Je ne veux à aucun prix, s'écria-t-il qu'on me photographie ici ou devant le Dôme, car, dès demain, toute la presse et l'opinion publique américaine seront persuadées que je suis vraiment amoureux de Napoléon et je ne songe qu'à le tourner à l'écran. » Et, devant le désespoir sincère de Charlot et sur l'intervention du diplomate américain, les gardiens des Invalides réussirent à la dernière minute à le cacher d'abord, puis à le faire sortir par une porte quasi-secrète.

On demande une « vamp »

PROPOS de Farkas, n'oublions pas de parler de son nouveau film, d'une version parlante de la fameuse « Variétés » qui fut autrefois un des plus grands succès du film muet avec sa regrettable Lya de Putty et Emile Jannings dans les rôles principaux. Pour la nouvelle version française la distribution est loin d'être terminée et si, pour le rôle de Jannings, Farkas n'a qu'à choisir parmi les plus grands artistes de Paris, il n'en va pas de même pour celui de Lya de Putty. Au contraire bien que cela semble bizarre, il paraît que l'écran français est extrêmement pauvre en « vamps ». Après avoir vainement essayé la plupart des « jeunes premières » de Paris, Farkas espère maintenant découvrir sa future vedette parmi les inconnues ou les amateurs de passe des journées entières en quête de cette future grande star française. Mesdames, Mesdemoiselles, si vous vous sentez prédestinées pour la carrière cinématographique et sentez avoir quelques dons de « vamps », n'hésitez pas à vous présenter chez Farkas qui vous recevra à bras ouverts.

La princesse du jour

LA Princesse du jour dont tout Paris L parle en ce moment est la Princesse hindoue de Kapurthala, femme du Prince Karam. Elle assiste à toutes les grandes réceptions, fêtes de nuit, parle le français sans le moindre accent et s'habille avec une élégance qui ferait pâlir même une Parisienne de la plus vieille souche. Elle est d'une beauté qui a provoqué d'jà l'admiration de presque toutes les capitales du monde et on dit qu'un jour, au cours d'une réception à la « cour d'Angleterre, le roi George qui n'a pourtant pas la réputation d'un flattereur aurait dit à son mari: « Altesse, si jamais les Indes élisent une reine de beauté, ce sera sans aucun doute votre femme qu'elles choisiront. » Mais ce qui lui a fait le plus de plaisir, raconte la Princesse elle-même, ce n'est pas ce compliment royal mais une simple remarque qu'elle a entendu un jour chez une grande couturière de Paris. En traversant une antichambre elle entra par erreur dans une pièce où une douzaine de jeunes ouvrières travaillaient. Pendant qu'une d'elles lui indiquait le chemin, une autre chuchotait sur son passage.

« Comme elle est belle, on dirait un mannequin. »

Pierre DESPADELLES (Tous droits réservés par l'ALI. Reproduction, même partielle, interdite.)

Le concours de monstres

Marseille, jaloux du Loch Ness, vient de pêcher son monstre. Ce monstre, réflexion faite, ne fut d'ailleurs qu'un requin de cinq cents kilos.

Mais à tant de monstres marins vomis par les flots, nous voudrions aujourd'hui ajouter un monstre terrien. En voici un, dont l'authenticité nous est affirmée par un voyageur digne de foi et universellement connu, qui nous en trace ce portrait saisissant:

« Cet animal a le mufle du chameau, le bois plat du daim, les jambes du cerf. Son poil est mêlé de blanc, de gris, de rouge et de noir. Sa course est rapide. Il a les jambes si hautes que huit pieds de neige ne l'embarassent pas du tout. Sa peau est invulnérable. Il a un bras qui lui sort de l'épaule et dont il use de la même manière que les hommes se servent de leurs bras. »

Ce monstre, c'est le « grand original », dont le nom va comme un gant au bout de ce fameux bras. On le rencontre dans les régions inexploitées des Voyages en Amérique de Chateaubriand.

Visite d'aviateurs soviétiques en France

Les aviateurs soviétiques rendront, à la fin du mois de juillet, la visite qui leur a été faite, en septembre 1933, par les aviateurs français.

On se souvient que, à cette époque, M. Pierre Cot, alors ministre de l'air, accompagné d'une nombreuse mission, se rendit à Moscou par la voie des airs et visita les organisations aéronautiques de l'Union soviétique. La mission soviétique comprendra sans doute le général Khrapine, chef d'état-major de l'armée de l'air soviétique, ainsi que M. Unslicht, chef de la flotte aérienne civile.

(1) Les Rapailloges, de l'abbé L. Roux.